GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

اقرأ IQRA

LE MAGAZINE HEBDOMADAIRE DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

Ph © Guillaume Sauloup

17 se souvenir OCTOBRE sans haïr 1961

125

8 au 17 octobre 2026

100 ANS DE LUMIÈRE
DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS



Le Billet du Recteur

LA PART ABSENTE DE NOTRE HISTOIRE



OCTOBRE ROSE À LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS



5E ÉDITION DE NOTRE PRIX LITTÉRAIRE POUR UN SIÈCLE DE LUMIÈRES

بسم الله الرحمن الرحيم

IQRA'

اقرأ

125



Ph © Guillaume Sauloup


LE SOLEIL D'OR
QUAI DU MARCHÉ NEUF



Ph © Guillaume Sauloup

sommaire

p. 10

Le billet du Recteur

LA PART ABSENTE DE NOTRE HISTOIRE :
17 OCTOBRE 1961, SOIXANTE-CINQ ANS APRÈS
PAR LE RECTEUR CHEMS-EDDINE HAFIZ

p. 15

Contribution

LA MOBILISATION LYCÉENNE,
UNE PAROLE À ENTENDRE
PAR RACHID AZIZI

p. 18

Laïcité

17 OCTOBRE 1961 : LORSQUE L'HISTOIRE ÉPROUVE LA PROMESSE RÉPUBLICAINE
PAR CHEIKH KHALED LARBI

p. 21

Actualités de la Mosquée de Paris

DU 8 AU 17 OCTOBRE 2026

p. 29

5E ÉDITION DU PRIX LITTÉRAIRE DE LA GMP
SOUS LE SIGNE D'UN SIÈCLE DE LUMIÈRES
PAR NASSERA BENAMRA









p. 36

PRÊCHE DU VENDREDI :
“QUAND LE CŒUR SE SERRE, OÙ TROUVER LA SÉRÉNITÉ”
PAR CHEIKH RACHID BENCHIKHI

p. 38

Récits célestes

« NUL REPROCHE NE VOUS SERA FAIT AUJOURD’HUI » : QUAND LA MÉMOIRE NE DEVIENT PAS VENGEANCE
PAR CHEIKH ABDELKADER BELABDLI

p. 41

Le saviez-vous ?

17 OCTOBRE 1961 : L’ÉGALITÉ SE PROCLAME
PAR CHEIKH KHALED LARBI

p. 42

Penser

LA STUPIDITÉ HISTORIQUE OU LE PHÉNOMÈNE DE L’OUBLI
PAR AHMED MOUSSA

p. 44

Découvrons-là

QUAND LES EAUX DE PARIS RÉCLAMENT LA MÉMOIRE
PAR CHEIKH ABDELALI MAMOUN

p. 47

Regard fraternel

DE LA MÉMOIRE À L’AVENIR : LA FRANCE ET L’ALGÉRIE FACE AU DÉFI DU RAPPROCHEMENT
PAR NASSERA BENAMRA



Ph © Ahmed akacha

p. 49

Résonances abrahamiques

CHRÉTIENS ET JUIFS FACE À L'INDÉPENDANCE ALGÉRIENNE
PAR RAPHAËL GEORGY

p. 51

CE QUE LE VENT FAIT AU SABLE
PAR HANANE SAÏDI

p. 53

Le Coran m'a appris

NE JAMAIS LAISSER LA HAINE GOUVERNER LA JUSTICE
PAR CHEIKH KHALED LARBI

p. 56

Sabil al-Iman

LE PARDON QUI N'EFFACE PAS LA VÉRITÉ
PAR CHEIKH KHALED LARBI

p. 58

Invocation

"UNIS LES CŒURS DANS LA VÉRITÉ"

p. 59

Le Hadith de la semaine

L'AFFINEMENT DES VALEURS ET LA CONSTRUCTION DE LA JUSTICE HUMAINE
PAR CHEIKH YOUNES LARBI

p. 61

Mizan El-Qadhaya

SE SOUVENIR, EST-CE ENTRETENIR LA RANCUNE ?
PAR CHEIKH YOUNES LARBI

p. 62

Hadiths apocryphes

RENONCER À L'ILLICITE, ÉVITER LE DOUTE ET DIRE LA VÉRITÉ : CE QUE DISENT LES SOURCES AUTHENTIQUES
PAR CHEIKH RACHID BENCHIKH

p. 64

Portrait

MARIE CURIE, UNE FEMME QUI ILLUMINA LES TÉNÈBRES
PAR AHMED MOUSSA

p. 66

Notre mosquée

OCTOBRE ROSE : LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS SE MOBILISE POUR LA SANTÉ DES FEMMES
PAR NASSERA BENAMRA

p. 70

Plumes en éveil : un livre coup de coeur

LA PART ABSENTE
RACHIDA BRAKNI

p. 71

Le dessin de la semaine

PAR JUSTIN MARRON

p. 72

Le citation de la semaine

"A LA MÉMOIRE DES NOMBREUX ALGÉRIENS TUÉS"

p. 73

Événements à venir

À LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS



Ph © Guillaume Sauloup



Le billet du Recteur

n°123

La **part absente** de **notre histoire :** 17 octobre 1961, soixante-cinq ans après

Il arrive qu'un événement qui se présente presque sous une forme anodine dépose devant vous une évidence que l'on avait pourtant sous les yeux depuis toujours. Un mot entendu à la volée, une archive introuvable, un prénom que l'on prononce avec émotion, et voilà que le mot « Hasard » devient subitement incompatible avec « Calendrier ».

Cette semaine, la Grande Mosquée de Paris poursuivait les commémorations de son centenaire par ce qui est devenu, depuis cinq ans, l'un de ses rendez-vous les plus chers à mon cœur : son prix littéraire. Mais voilà que, sans la moindre préméditation, l'édition revêtait une intensité presque grave. Nous avions décidé d'un prix exceptionnel, celui du Centenaire, décerné à une plume tout aussi exceptionnelle. Il venait honorer Assia Djebar, cette femme dont l'œuvre appartient depuis longtemps à la littérature française autant qu'à l'histoire algérienne, si tant est qu'il soit encore possible, lorsqu'il s'agit d'elle, de séparer proprement les deux. Plus loin dans la soirée arrive le Prix du jury, qui a distingué *La Part absente* de Rachida Brakni. J'ignorais alors que ces deux femmes, réunies le temps d'une soirée par la littérature, allaient me ramener, presque malgré moi, au 17 octobre 1961.

Assia Djebar avait cette relation paradoxale, et totalement assumée, à la langue française : non pas une langue simplement apprise, encore moins adoptée comme pour un style vestimentaire, reflet d'une personnalité, mais une langue reçue dans l'histoire et ce que l'histoire y avait déjà déposé. Dans une vidéo d'archive, je l'entendais raconter qu'en relisant les archives militaires françaises du XIXe siècle, elle pouvait se surprendre à admirer une phrase, sa construction, son rythme, voire la qualité presque littéraire d'un officier qui écrivait, et « dans le même instant se retrouver de l'autre côté du texte », là où cette phrase si bien tournée « décrivait peut-être la mort de ses propres aïeux ». Cette contradiction était au cœur même de son rapport à l'écriture : « Dans cette langue française », disait-elle, après plus d'un siècle, « il restait du sang ».

Cette phrase m'a troublé tout au long de la soirée. Le lendemain, je prends conscience qu'elle dit quelque chose que nous avons beaucoup de mal à penser en France : une langue n'est jamais innocente de l'histoire. Il ne s'agit pas, évidemment, de lui faire porter une quelconque culpabilité en elle-même, mais je réalise qu'elle conserve des traces, parfois enfouies si profondément qu'elles ne réapparaissent que dans la littérature, avec ses inflexions, ses choix d'un mot plutôt que d'un autre, dans cette gêne étrange qui saisit certaines générations lorsque l'on prononce devant elles des mots comme colonisation, Algérie, indépendance, harkis, immigration, 17 octobre.

> **Une langue n'est jamais innocente de l'histoire**

Puis je m'aperçois, après l'avoir presque religieusement écoutée prononcer son discours hier, que Rachida Brakni arrive à cette même question autrement. Elle est née française, dans une France qui a troqué l'étendard de la conquête contre celui des droits, de la liberté, de l'égalité ; pourtant, son roman raconte une femme qui éprouve encore la nécessité de retirer une lettre de son prénom pour déplacer le regard que la société porte sur elle. Karima devient Karina. Une seule lettre. Presque rien. Et cependant un monde entier se déplace avec elle. « Six lettres parmi lesquelles une seule joue les troubles-fêtes, ne convoquant ni le même imaginaire ni les mêmes fantasmes. » N'est-ce pas là ce que la littérature, presque à l'insu des mots, sait parfois dire mieux que toutes nos affirmations collectives sur l'intégration ? Il suffit quelquefois d'une consonne pour que l'on vous imagine autrement.

Rachida parle d'une voix tremblante, ses yeux noir sombre se remplissent de larmes en prononçant le nom de son père : Kaddour, aujourd'hui absent, comme ces lettres délibérément absentes. Ce père aimé, parti avec ses silences, ses blessures, son histoire que sa fille devait reprendre presque après coup, parce qu'il était de cette génération qui ne disait que dans le silence, celui d'une vie de sueur, parfois d'humiliations, mais aussi de sang…

Elle dit aussi son admiration pour son aînée, Assia Djebar, la première femme maghrébine, arabe et berbère, à rejoindre l'Académie française… À cet instant, ma mémoire est saisie par une phrase que m'avait signalée un membre de mon équipe. Ce qui n'était pour lui qu'une difficulté technique prend alors une autre dimension : nous cherchions certaines images d'Assia Djebar, notamment de son entrée à l'Académie française, et celles de son discours de réception n'existent que dans les archives de l'ECPAD, l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense, c'est-à-dire le service d'images du ministère des Armées.

Cette remarque, presque banale au moment de la préparation d'un événement, rapprochée du discours de Rachida Brakni, du souvenir de Kaddour, de cette lettre M retranchée à Karima et du sang qu'Assia Djebar disait encore sentir dans la langue française, finit par produire en moi une pensée assez simple, presque embarrassante tant elle aurait dû depuis

longtemps nous être familière : la guerre d'Algérie sur le sol français est aussi une guerre de France.

Je mesure ce que cette phrase peut avoir d'inconfortable. Soixante-cinq ans en France à parler de ces pages de notre histoire dans le vocabulaire des relations franco-algériennes, à classer colonisation, guerre, massacres, disparitions, voire les mémoires concurrentes, dans un vaste dossier que les deux États ouvrent, referment, négocient, rapprochent, apaisent, selon les périodes de détente ou de tension. Cette manière de faire a sa logique diplomatique. Elle a même, dans une certaine mesure, sa nécessité. Mais elle devient insuffisante dès lors qu'elle nous empêche de voir que certaines de ces blessures ne se trouvent plus entre la France et l'Algérie. Elles sont en France.

Le 17 octobre 1961 en est sans doute l'exemple le plus saisissant : Kaddour l'a vécu, Rachida tente de le reconstituer…

Je ne veux pas ici reprendre le détail des faits qui ont été documentés, travaillés, établis par des historiens, des journalistes, des chercheurs, des associations qui se sont baptisées « Héritiers de la mémoire » ; rien que ce nom en dit long sur cette quête. Ce soir-là, des milliers d'Algériens manifestèrent pacifiquement à Paris contre un couvre-feu raciste imposé par le sinistre Papon, qui les visait parce qu'ils étaient Algériens ; la répression fut d'une brutalité telle que la presse étrangère à l'époque trouva dans la plus belle capitale au monde des images d'horreurs et des récits dont la France mit beaucoup plus longtemps à accepter la signification.

Mais ce qui me frappe aujourd'hui n'est plus seulement le crime. C'est la manière dont sa mémoire a survécu malgré son absence prolongée du récit national. Elle a survécu par les familles, d'abord. Puis par les artistes. Jacques Panijel tourne dès 1962 *Octobre à Paris*, film presque immédiatement empêché de circuler. Didier Daeninckx fait ressurgir le 17 octobre dans *Meurtres pour mémoire* en 1984, puis y revient encore. Michael Haneke, dans *Caché*, fait de cette histoire enfouie non pas le décor d'un film historique mais la fissure invisible d'une famille française contemporaine. Le théâtre, à son tour, s'en empare. Cela signifie quelque chose : quand une société ne réussit pas à intégrer pleinement un événement dans son récit commun, l'art se charge souvent de le conserver pour elle, comme s'il gardait dans une pièce voisine ce que la maison officielle avait décidé de ne pas regarder.

Benjamin Stora a cette phrase qui claque à mes oreilles chaque fois que je l'entends : « la mémoire saute les générations ». Il touche ainsi du doigt la seule vérité qui vaille aujourd'hui : les blessures qui ne se transmettent pas sous la forme d'un récit clair se transmettent par les silences, les colères, les pudeurs, les prénoms que l'on modifie, puis que l'on revendique comme pour se guérir de s'être trahi, d'avoir trahi son histoire, l'histoire du Français que l'on est, l'histoire de France. Il arrive même que celui qui reçoit cet héritage ignore longtemps qu'il en est le dépositaire. Il sent simplement qu'une chose manque.

La part absente.

C'est précisément pour cette raison que le 17 octobre 1961 ne peut plus être regardé comme un objet de négociation mémorielle entre la France et l'Algérie, une concession que Paris ferait à Alger les jours de bonnes relations, ou qu'il retiendrait lorsque la diplomatie se tend. Cette histoire concernait certes l'Algérie ; les victimes étaient algériennes, elles marchaient aussi pour l'indépendance de leur pays. Mais elles vivaient et travaillaient ici. Leurs enfants et petits-enfants sont français, parfois français et algériens, mais souvent simplement français, sans éprouver le besoin de résoudre chaque matin la question insoluble que certains veulent encore leur poser : de quel côté êtes-vous ? La seule question qui compte pour eux : où est ma part d'histoire dans l'Histoire de France ?

Il serait d'ailleurs dangereux de croire qu'une reconnaissance plus entière du 17 octobre consisterait à imposer à la France une culpabilité sans fin ou de s'accuser éternellement. Reconnaître, c'est donner corps à l'« égalité », l'égalité dans le connaissance, qui permet de se placer naturellement dans le paysage de la France, c'est intégrer une partie de nos con-citoyens à l'histoire sans rien enlever à sa grandeur, car l'histoire de chaque nation porte ses zones d'ombre.

> **Sa mémoire a survécu malgré son absence prolongée du récit national**

Kaddour ne doit pas entrer dans l'histoire française parce qu'il était le père de Rachida Brakni. Il doit y entrer parce que les hommes de sa génération, leurs départs, leurs travaux, leurs humiliations, leurs espoirs et leurs silences constituent l'histoire sociale de la France. Karima ne devrait pas avoir à devenir Karina pour se libérer d'un imaginaire que nous

n'avons jamais vraiment interrogé. Et Assia Djebar ne devrait pas nous apparaître comme cette grande écrivaine française venue d'une autre histoire : son œuvre nous dit exactement l'inverse. L'autre histoire était déjà la nôtre.

Peut-être est-ce cela que le hasard de cette semaine m'a fait comprendre, à la veille du 17 octobre.

Nous avons trop longtemps demandé comment rapprocher les mémoires française et algérienne. La question est sans doute mal posée. Une partie de ces mémoires ne sont déjà plus face à face. Elles habitent les mêmes familles, les mêmes villes, parfois la même personne. Elles parlent la même langue, cette langue française dans laquelle Assia Djebar entendait encore le sang de l'Histoire et dont Rachida Brakni déplace aujourd'hui une seule lettre pour révéler tout ce qu'elle contient encore de regards anciens.

Le 17 octobre 1961 n'est donc pas seulement un massacre d'Algériens que la France doit reconnaître pour apaiser sa relation avec l'Algérie. Ce serait encore le tenir à distance.

Le 17 octobre 1961 est une histoire française.

Il appartient à cette longue histoire de la France avec elle-même, avec ce qu'elle fut outre-Méditerranée et avec ce qu'elle est devenue ici. Une histoire douloureuse, évidemment, mais une histoire constituante désormais, parce qu'elle a produit des vies, des silences, des œuvres, des colères et plusieurs générations de citoyens français.

Il faudra bien, un jour, que notre récit national cesse de considérer ces hommes comme les figurants algériens d'une histoire française.

Ils en étaient déjà les personnages.

Et peut-être qu'alors, enfin, la part absente cessera de l'être.

À Paris, le 14 octobre 2026

PAR **CHEMS-EDDINE HAFIZ**
Recteur de la Grande Mosquée de Paris



Ph © Nicolas Kovarik / Grande Mosquée de Paris



Ph © Charles Bury / Ouest France/MaxPPP

La mobilisation lycéenne, une parole à entendre



Depuis plusieurs semaines, la mobilisation lycéenne s'est installée dans le débat public à travers les blocages d'établissements et les incidents qui ont parfois accompagné les rassemblements. Ces images disent pourtant assez peu de ceux qui se mobilisent. Pour beaucoup, ils ont seize ou dix-sept ans et parlent d'abord de ce qu'ils vivent au lycée. Des cours restent parfois sans enseignant pendant plusieurs semaines et les conditions d'étude diffèrent sensiblement d'un établissement à l'autre. À mesure que la fin du secondaire approche, ces difficultés prennent une importance particulière parce qu'elles commencent à peser sur l'orientation et sur la manière dont chacun envisage la suite.

PAR **RACHID AZIZI**

Les situations varient évidemment selon les territoires. Le lycée français ne connaît pas partout les mêmes difficultés et les moyens engagés ces dernières années ont permis des améliorations. Mais l'appréciation portée sur une politique éducative change selon l'endroit depuis lequel on la regarde. À l'échelle nationale, des indicateurs peuvent progresser. Dans une classe, l'élève voit surtout si le cours prévu a lieu et s'il pourra préparer son examen dans des conditions comparables à celles d'autres lycéens. Lorsque ces écarts persistent, la question des moyens rejoint celle de l'égalité.

Cette différence est essentielle parce que l'École occupe une place singulière dans la relation qu'un jeune entretient avec la puissance publique. Pendant des années, elle est l'institution qu'il fréquente le plus directement. Les décisions qui y sont prises cessent progressivement d'être de simples questions d'organisation à mesure que l'avenir scolaire se précise. Plusieurs semaines d'enseignement perdues dans une matière importante pèsent autrement lorsque le baccalauréat approche ou que les résultats obtenus participeront à l'examen d'un dossier dans l'enseignement supérieur.

L'orientation concentre une partie de ces inquiétudes. Parcoursup permet chaque année à une très grande majorité des candidats de recevoir une proposition, mais cette réalité statistique ne décrit qu'imparfaitement ce que vit un lycéen au moment où son propre avenir se décide. Il attend une réponse en sachant que son dossier a été comparé à beaucoup d'autres et cherche parfois à comprendre pourquoi une formation lui reste accessible quand une autre s'éloigne. La demande de transparence exprimée autour de la plateforme prend place dans cette période où les choix scolaires commencent à avoir des conséquences très concrètes.

> « à cet âge où le rapport aux institutions change

La mobilisation actuelle intervient précisément à cet âge où le rapport aux institutions change. Les jeunes comprennent progressivement que leurs conditions d'études dépendent de décisions publiques sur lesquelles ils peuvent chercher à peser. Pour certains, manifester constitue la première expérience d'une action collective menée en dehors du cadre scolaire habituel. Ils découvrent aussi que la parole publique obéit à ses propres rapports de force et que l'expression d'un mécontentement peut rapidement être éclipsée lorsque

des incidents surviennent.
Les premières journées de mobilisation l'ont montré. À mesure que les blocages se sont multipliés, les affrontements ont occupé une place croissante dans le récit du mouvement. Des violences ont été commises aux abords de certains établissements et l'intervention des forces de l'ordre s'imposait lorsque des personnes étaient menacées ou que la situation l'exigeait. Mais lorsque l'attention publique se concentre principalement sur ces incidents, les raisons qui ont conduit les lycéens à se mobiliser passent rapidement au second plan.

> **La question du discernement se pose alors pour tous**

La question du discernement se pose alors pour tous. Les policiers peuvent être confrontés à des groupes violents et doivent pouvoir assurer la sécurité. Le droit encadre l'usage de la force en exigeant qu'il soit nécessaire et proportionné. La présence de nombreux mineurs dans ces rassemblements impose également de tenir compte du public auquel ils font face. La blessure très grave d'un lycéen de quinze ans à Lens, après l'explosion d'une grenade assourdissante, a conduit à suspendre à titre conservatoire l'emploi de cette arme dans le cadre du mouvement lycéen. Cette décision montre qu'un moyen autorisé peut être réévalué lorsque les conséquences de son utilisation conduisent à s'interroger sur son adaptation à la situation rencontrée.
Le discernement concerne aussi ceux qui se mobilisent. Empêcher durablement l'accès d'un établissement prive d'autres élèves des cours qu'ils souhaitent suivre. Les dégradations touchent directement les lieux dans lesquels ils étudient et détournent l'attention des demandes qu'ils cherchent à porter. Une mobilisation lycéenne fait ainsi entrer très concrètement ses participants dans les exigences de l'action collective, avec ce qu'elle permet d'obtenir et les limites qu'elle impose lorsqu'elle affecte les droits des autres.
Une fois les affrontements et les responsabilités examinés, demeure la raison pour laquelle autant de jeunes ont choisi de se mobiliser. Le gouvernement a ouvert au début du mois d'octobre une consultation nationale destinée à recueillir leurs difficultés et leurs propositions. Les échanges conduits dans les académies avaient déjà fait remonter des préoccupations portant sur les cours non assurés, les locaux ou encore l'orientation. La consultation doit donner lieu à une restitution nationale et nourrir les décisions annoncées pour la fin du mois. Son intérêt se mesurera donc aux réponses qui apparaîtront ensuite dans les établissements.
Car les lycéens disposent déjà de lieux où leur parole est censée pouvoir s'exprimer. Les conseils de la vie lycéenne et les différentes instances de représentation ont été créés dans cette perspective. Leur existence acquiert tout son sens lorsque les élèves voient que les difficultés qu'ils signalent peuvent réellement être examinées et, lorsque cela est possible, entraîner une évolution. Si la rue finit par apparaître comme le moyen le plus efficace de faire connaître un problème quotidien, il devient légitime de s'interroger sur la place réellement accordée aux formes de dialogue déjà prévues au sein de l'École.
Cette question rejoint directement ce que les lycéens apprennent en classe. L'École leur enseigne le fonctionnement des institutions et les principes sur lesquels repose la démocratie. Elle est aussi l'un des premiers lieux où ils peuvent en éprouver concrètement l'application. Ils découvrent ce que représente le fait d'être élu par leurs camarades ou de porter une demande auprès d'une direction. Ils voient également que les principes enseignés rencontrent parfois les contraintes de leur mise en œuvre. Lorsqu'une parole recueillie semble rester sans effet, ou lorsque des élèves placés dans des situations comparables ont le sentiment de recevoir des réponses différentes selon leur établissement, l'écart entre ce qui leur est enseigné et ce qu'ils vivent devient perceptible. Pour certains, il nourrit un sentiment d'injustice. Chez d'autres peut s'installer l'idée plus désabusée que les principes démocratiques paraissent parfois plus solides dans les textes que dans leur application.
Cette découverte fait aussi partie de l'apprentissage de la démocratie. Elle ne signifie pas que toute revendication puisse recevoir la réponse attendue. Une décision publique dépend de moyens disponibles et oblige souvent à choisir entre plusieurs priorités. Un lycéen peut parfaitement comprendre qu'une difficulté demande du temps pour être résolue, à condition de savoir ce qui est envisagé et pourquoi la réponse tarde. L'exercice de la citoyenneté commence aussi par cette confrontation entre ce que l'on souhaite et ce que la collectivité peut réellement accomplir.
Cette expérience intervient dans un pays où la confiance envers la vie politique s'est profondément affaiblie. Le Baromètre de la confiance politique publié en février 2026 par le Centre de recherches politiques de Sciences Po montre que 22 % des personnes interrogées déclarent avoir confiance dans la politique, alors que 82 % restent attachées au régime démocratique. L'écart est considérable. Il traduit moins un rejet de la démocratie elle-même qu'un doute profond sur la manière dont elle fonctionne. Les lycéens grandissent au milieu de ce climat et commencent à forger leur propre jugement au moment même où ils découvrent concrètement leurs droits et la manière dont les institutions leur répondent.
Une mobilisation ne détermine évidemment pas à elle seule une conscience politique. Ce qui se joue aujourd'hui pourra pourtant laisser des traces différentes selon les expériences vécues. Certains retiendront qu'une demande portée collectivement a fini par être entendue. D'autres garderont le souvenir d'un enseignement interrompu ou d'une parole restée sans réponse. Ce sont souvent ces expériences ordinaires, bien davantage que les grands principes appris dans les manuels, qui

donnent ensuite un contenu personnel aux mots « institution », « autorité » ou « démocratie ».
Le retour au calme finira par ramener les élèves dans leurs classes. Il ne suffira pourtant pas à régler les difficultés qui ont provoqué la mobilisation là où elles demeurent. Les premières revendications exprimées portent sur une attente assez simple à formuler, celle de pouvoir suivre sa scolarité dans des conditions qui ne fassent pas dépendre les chances de réussite de l'établissement fréquenté.

Lorsque les différences deviennent trop importantes, l'échec ou le découragement cessent d'être seulement des questions individuelles. Ils interrogent directement la promesse d'égalité portée par l'École.
Ces lycéens seront bientôt électeurs et prendront progressivement leur place dans la vie professionnelle et sociale du pays. Ils auront à leur tour à faire des choix pour une société dont ils recevront aussi les contraintes, notamment celles qui résultent des décisions budgétaires prises avant eux. Cette responsabilité future donne une portée particulière aux revendications qu'ils expriment aujourd'hui. Leur permettre d'apprendre dans de bonnes conditions et de ne pas voir leur avenir dépendre trop fortement de l'endroit où ils sont scolarisés représente d'abord une exigence d'égalité. C'est aussi préparer une génération qui aura bientôt la responsabilité de prendre sa part dans l'avenir du pays.



Ph © NnoMan Cadoret



17 octobre 1961 : lorsque l'histoire éprouve la promesse républicaine

Il est des dates que l'Histoire inscrit dans ses archives et que la conscience humaine grave dans sa mémoire. Le 17 octobre 1961 est de celles-là. A Paris, des milliers d'Algériens manifestent pacifiquement contre un couvre-feu discriminatoire qui leur est imposé. La répression policière qui s'ensuit est d'une extrême violence : arrestations massives, sévices et morts. Longtemps reléguée dans l'ombre, cette tragédie demeure une blessure de la mémoire franco-algérienne et une interrogation adressée à la conscience républicaine. Évoquer cette journée à la lumière de la laïcité ne consiste ni à confondre des principes juridiques distincts ni à juger le passé avec la facilité de ceux qui n'en ont pas connu les tourments. Il s'agit d'interroger l'écart parfois tragique entre les valeurs proclamées et la manière dont elles sont appliquées. Car une République ne se grandit pas seulement par ses déclarations : elle se révèle dans le traitement qu'elle réserve à chaque être humain.

PAR **CHEIKH KHALED LARBI**

LA LAÏCITÉ : UNE LIBERTÉ À PROTÉGER, NON UNE CONSCIENCE À CONTRAINDRE

Issue d'une longue histoire politique et juridique, la loi du 9 décembre 1905 établit la séparation des Églises et de l'État. Son article premier garantit la liberté de conscience et le libre exercice des cultes, sous les restrictions nécessaires à l'ordre public, son article 2 pose le principe de la non-reconnaissance, du non-salariat et du non-subventionnement des cultes par la République, sous réserve des dispositions prévues par la loi.

La laïcité n'est donc ni l'effacement des religions de la société ni l'obligation faite aux citoyens de dissimuler leurs convictions. Elle est d'abord un principe d'organisation de la puissance publique : l'État ne privilégie aucune croyance, n'en impose aucune et garantit à chacun la liberté de conscience. La neutralité s'impose aux institutions publiques et à leurs agents dans l'exercice de leurs fonctions, elle ne saurait être transformée, sans fondement juridique, en une exigence générale de neutralité religieuse pesant sur tous les citoyens.

La Constitution du 4 octobre 1958 affirme, en son article premier, que la France est une République laïque et qu'elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens, sans distinction d'origine ou de religion, tout en respectant toutes les croyances.

La laïcité et l'égalité ne se confondent pas, elles se soutiennent. L'une garantit l'impartialité de l'État et la liberté de conscience, l'autre interdit que la loi distribue la protection, les droits ou la dignité selon l'origine ou la croyance. Ensemble, elles expriment une ambition essentielle : permettre à des consciences différentes de vivre sous une même loi, sans que leurs différences deviennent des motifs d'exclusion.

LE 17 OCTOBRE 1961 : LE PRINCIPE À L'ÉPREUVE DES FAITS

En octobre 1961, la guerre d'Algérie déchire encore les deux rives de la Méditerranée. A Paris, des Algériens descendent dans la rue pour protester contre un couvre-feu qui leur est spécifiquement appliqué. La répression est brutale. Des milliers de personnes sont arrêtées, des manifestants sont frappés, détenus et tués. Le bilan humain exact demeure débattu par les historiens, tant les faits furent longtemps occultés et les archives difficiles à exploiter.

Cette page sombre ne saurait être réduite à une querelle de chiffres : elle concerne des vies humaines, des familles endeuillées et des mémoires auxquelles le silence a longtemps refusé une place légitime. En 2021, à l'occasion du soixantième anniversaire de la tragédie, le président Emmanuel Macron a reconnu les faits comme des « crimes inexcusables pour la République ».

Il importe toutefois de maintenir la rigueur des distinctions. La répression du 17 octobre 1961 ne fut pas une conséquence juridique de la loi de 1905 ; elle s'inscrit dans le contexte colonial, policier et politique de la guerre d'Algérie. Mais l'histoire nous oblige à poser une question plus vaste : que deviennent les principes d'égalité et de liberté lorsque certains êtres humains sont traités d'abord comme les membres d'un groupe suspect, plutôt que comme des personnes titulaires de droits ?

Cette question ne vise pas à condamner indistinctement une nation ni à transmettre aux générations présentes une culpabilité héréditaire. Elle invite à reconnaître les responsabilités historiques, à établir les faits et à comprendre comment des institutions peuvent trahir les valeurs qu'elles ont vocation à servir. La lucidité n'est pas l'ennemie de la République, elle est l'une des conditions de sa grandeur.

SE SOUVENIR SANS HAÏR, RECONNAÎTRE SANS RENONCER

La mémoire n'a pas pour vocation d'entretenir indéfiniment les blessures. Elle doit empêcher que l'oubli ne prépare leur répétition. Pardonner, lorsqu'il est possible, ne signifie pas nier, réconcilier ne signifie pas effacer, vivre ensemble ne signifie pas demander aux victimes de taire leur histoire.

Cette exigence rejoint une éthique universelle de la justice. Le Coran enseigne : « Ô vous qui avez cru ! Soyez fermes dans l'équité, témoins pour Allah, même contre vous-mêmes, contre vos père et mère ou vos proches parents » (Coran, 4:135). Une telle exigence rappelle que la justice ne saurait dépendre de nos sympathies, de nos appartenances ou de nos intérêts. Elle oblige chacun à rechercher la vérité, y compris lorsque celle-ci dérange son propre camp.

Pour les musulmans de France, comme pour tous les citoyens attachés à la liberté de conscience, la laïcité peut ainsi être comprise non comme une frontière dressée entre les convictions, mais comme une garantie juridique permettant leur coexistence. Elle n'exige pas que nous pensions de la même manière, elle exige que nul ne soit privé de ses droits pour avoir pensé autrement.

La République se juge à la fidélité de ses actes

Le 17 octobre 1961 demeure une épreuve de mémoire, mais aussi une leçon de vigilance. Les principes républicains ne sont pas des ornements que l'on expose dans les discours : ils sont des obligations dont l'effectivité se mesure dans la vie des personnes. L'égalité doit être réelle, la liberté protégée et la dignité reconnue, sans distinction d'origine ni de religion.

Une société mûre n'est pas celle qui prétend n'avoir jamais failli, c'est celle qui accepte d'examiner ses fautes pour mieux préserver ses idéaux. La mémoire franco-algérienne peut devenir un lieu de connaissance et de rapprochement, à condition que la vérité y précède les slogans et que le respect l'emporte sur le ressentiment.

Car la grandeur d'une République ne se mesure pas à l'éclat de ses discours, mais à la justice qu'elle rend, et la noblesse d'une mémoire ne se mesure pas à la haine qu'elle conserve, mais à la paix qu'elle aide à défendre. ■





Ph © Guillaume Sauloup

Actualités

de la Grande Mosquée de Paris

DU 8 AU 17 OCTOBRE 2026

8 oct.

VISITE DE S.E. MME GULSARA ARYSTANKULOVA, AMBASSADRICE DU KAZAKHSTAN

Le recteur Chems-eddine Hafiz a eu l'honneur de recevoir Son Excellence Madame Gulsara Arystankulova, ambassadrice du Kazakhstan en France.
Ils ont échangé sur des voies de collaboration, avec une attention particulière portée au dialogue interreligieux et au rôle que peuvent jouer les religions face aux évolutions sociales et technologiques de notre temps.





8 oct.

LE RECTEUR A REÇU LE MUFTI DE POLOGNE, TOMASZ MIŚKIEWICZ

Le recteur de la Grande Mosquée de Paris a reçu la visite de Cheikh Tomasz Miskiewicz, mufti de Pologne et président de l'Union religieuse musulmane de Pologne, l'une des plus anciennes institutions représentatives du culte musulman en Europe, fondée en 1925.
Lors de cette rencontre fraternelle ont été imaginées des perspectives de collaboration entre nos institutions dans la formation des imams.







Ph © Guillaume Saulou

9 oct.

VISITE DU PRÉSIDENT DES COMORES, AZALI ASSOUMANI

Le recteur Chems-eddine Hafiz a eu l'honneur de recevoir Azali Assoumani, président de l'Union des Comores, le jour de la grande prière, qu'il a effectué aux côtés de tous les fidèles.
Le recteur a offert à Son Excellence l'édition du Noble Coran conçue pour notre centenaire.

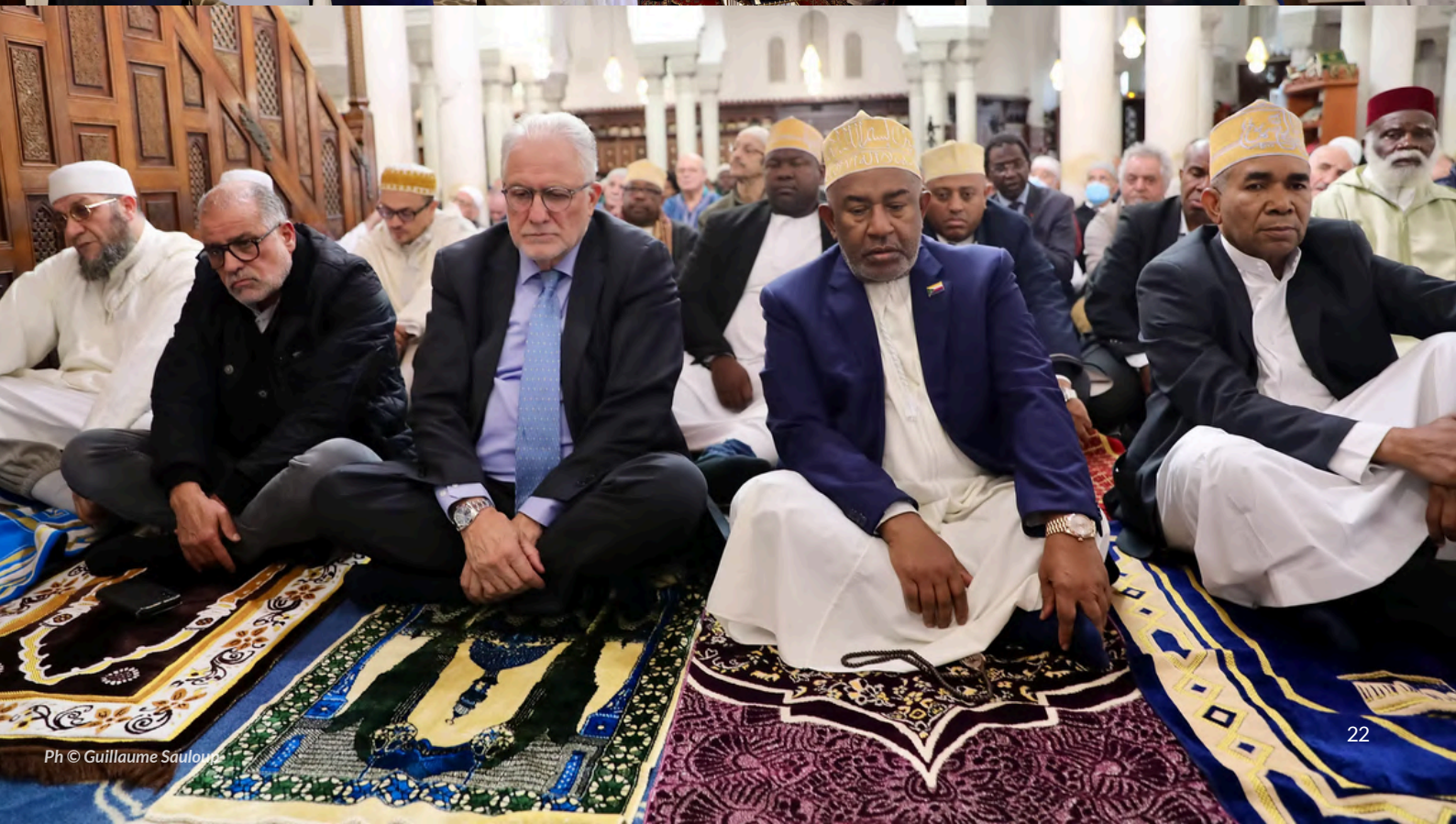












Ph © Guillaume Saulou

9 oct.

UNE ÉMISSION CONSACRÉE AUX 40 ANS D'ASSISES

Le recteur Chems-eddine Hafiz a participé à l'émission interreligieuse de KTO TV consacrée aux 40 ans des rencontres d'Assise.



9 oct.

LE RECTEUR REÇOIT UNE DÉLÉGATION D'OUZBÉKISTAN

Vendredi, le recteur Chems-eddine Hafiz a accueilli une délégation scientifique et institutionnelle d'Ouzbékistan, menée par Komiljon Shermukhamedov, directeur du Centre international Imam Maturidi, et composée de directeurs et chercheurs de plusieurs centres.
Un échange sur des possibilités de coopération académique avec cette délégation présente à Paris à l'occasion de la conférence internationale et de l'exposition consacrée, cette semaine à l'UNESCO, au patrimoine scientifique de leur pays.





10 oct.

NOTRE OPÉRATION OCTOBRE ROSE

L'opération Octobre Rose a commencé samedi matin à la Grande Mosquée de Paris, par des conférences et ateliers de sensibilisation sur le cancer du sein.
Le recteur Chems-eddine Hafiz est venu saluer et remercier les bénévoles qui allaient s'engager tout au long du week-end pour le dépistage de cette maladie dont nous ne parlons pas assez.
Il a rappelé que cette initiative, menée avec l'association ADDRA, répond à la protection de la vie et de la santé enseignée par l'islam, et que nos portes sont ouvertes à toutes les femmes, de toute religion, musulmanes ou non musulmanes, et condition.





Ph © Guillaume Souloup

12 oct.

ÉCHANGE AVEC LE PRÉSIDENT D'AVICENNA DIABETIC FOOT ASSOCIATION

Le recteur de la Grande Mosquée de Paris a reçu Dr El Hachemi Chekhchoukh, président de l'Avicenna Diabetic Foot Association (ADFA), accompagné de Dr Amel Amir et Dr Samiha Boukamoum, membres l'association, afin de concevoir une future campagne d'information et de dépistage du diabète.
Une prochaine initiative déjà en réflexion après l'opération Octobre Rose que nous avons réalisée ce week-end pour sensibiliser au danger du cancer du sein.


Ph © Guillaume Sauloup

12 oct.

VISITE DU CHARGÉ D'AFFAIRES DE L'AMBASSADE DE LIBYE

Le recteur Chems-eddine Hafiz a eu le plaisir de recevoir Mohamed Hamouda, chargé d'affaires de l'ambassade de Libye en France.



13 oct.

LE RECTEUR REÇOIT DJELLOUL BEDDAR

Le recteur Chems-eddine Hafiz a eu le plaisir de recevoir Djelloul Beddar, député algérien représentant la communauté nationale à l'étranger.



13 oct.

LES LAURÉATS DU PRIX LITTÉRAIRE DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS 2026

Les lauréats du Prix littéraire de la Grande Mosquée de Paris ont été annoncés ce mardi 13 octobre lors d'une belle cérémonie, que vous pouvez revoir en vidéo ci-dessous.

MEILLEUR **ROMAN** 2026
La part absente
Rachida Brakni (Stock)

MEILLEUR **ESSAI** 2026
Chroniques du ramadan, voyage intimiste au cœur du jeûne
Akram Belkaïd (Tallandier)

MENTION SPÉCIALE **DU JURY** 2026
Une histoire du temps dans le monde arabe
Sylvia Chiffoleau (CNRS Éditions)

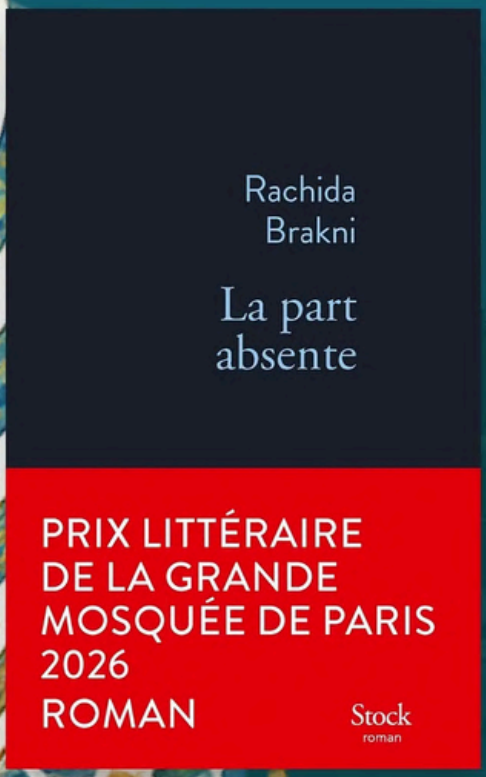
PRIX DU **CENTENAIRE**
Assia Djebar
pour l'ensemble de son œuvre



Ph © Nicolas Kovarik / Grande Mosquée de Paris

PRIX LITTÉRAIRE de la Grande Mosquée de Paris

LES LAURÉATS 2026







MEILLEUR **ROMAN** 2026

La part absente

Rachida Brakni (Stock)

MEILLEUR **ESSAI** 2026

Chroniques du ramadan, voyage intimiste au cœur du jeûne

Akram Belkaïd (Tallandier)

MENTION SPÉCIALE **DU JURY** 2026

Une histoire du temps dans le monde arabe

Sylvia Chiffoleau (CNRS Éditions)

PRIX DU **CENTENAIRE**

Assia Djebar

pour l'ensemble de son œuvre

14 oct.

ÉCHANGE AVEC LE GRAND RABBIN MOCHÉ LEWIN

Chems-eddine Hafiz, recteur de la Grande Mosquée de Paris à eu le plaisir de recevoir jeudi, à la Grande Mosquée de Paris, le grand rabbin Moché Lewin, conseiller spécial du grand rabbin de France, pour un entretien placé sous le signe du dialogue et de la fraternité.
Dans un monde traversé par les tensions et les incompréhensions, nous avons plus que jamais le devoir de faire vivre le dialogue interreligieux, de rapprocher nos traditions et de faire entendre une voix commune en faveur de la paix, du respect et de la dignité humaine.
Le dialogue entre les religions n'est pas seulement une nécessité : il est une espérance et une responsabilité.



15 oct.

LE RECTEUR REMERCIE LES MEMBRES DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

Le recteur Chems-eddine Hafiz a réuni les imams, membres du personnel et proches collaborateurs de la Grande Mosquée de Paris pour leur remettre la médaille du centenaire ainsi qu'un exemplaire de l'édition du Noble Coran réalisée à l'occasion de cette année de commémoration.
Une manière de remercier, en cette année spéciale, celles et ceux qui forment la grande famille de la Mosquée de Paris et agissent au service de l'institution et des musulmans dans son quotidien comme dans ses grands projets.



Ph © Guillaume Sauloup







Ph © Guillaume Sauloup







17 oct.

HOMMAGE AUX VICTIMES DU 17 OCTOBRE 1961

À l'invitation du maire de Paris, Emmanuel Grégoire, le recteur Chems-eddine Hafiz et nos imams ont participé à la cérémonie de commémoration du 17 octobre 1961.
Un moment de recueillement pour honorer la mémoire des Algériens innocents assassinés lors de la répression sanglante de manifestations pacifiques dans les rues de Paris.
Il est des dates que l'Histoire nous commande de ne jamais oublier. Le 17 octobre est de celles-là. 65 ans après, au pont Saint-Michel, notre devoir de mémoire s'exprime et se transmet.



Ph © Guillaume Saulou

13 oct.

5e édition du Prix littéraire de la GMP

sous le signe d'un siècle de lumières



Ph © Nicolas Kovarik / Grande Mosquée de Paris

Ce mardi 13 octobre 2026, la salle Émir Abdelkader se préparait à accueillir les lauréats de la cinquième édition du Prix littéraire de la Grande Mosquée de Paris, aux côtés des membres du jury et des invités. Dès 18 heures, la salle affichait complet, l'attente avait quelque chose de particulier, celle des rendez-vous où la littérature rassemble, fait dialoguer les sensibilités et donne à entendre des voix singulières.

PAR NASSERA BENAMRA

À 18 h 25, le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Chems-eddine Hafiz, fit son entrée, accompagné de son épouse. À ses côtés, celle qui partage son chemin, ses engagements et les exigences d'une fonction qui laisse peu de place au repos. Leur présence côte à côte évoquait cette forme de soutien qui se construit dans la durée et qui permet à chacun de trouver auprès de l'autre une force précieuse. Le couple salua les personnes présentes, dans une atmosphère à la fois solennelle et chaleureuse.

À 18 h 30, comme prévu, les membres du jury avaient pris place, disposés en demi-cercle face à la salle. La cérémonie pouvait commencer.

Mais cette cinquième édition avait une résonance particulière, elle était aussi l'occasion de rendre hommage à Assia Djebar, grande figure de la littérature algérienne et francophone, romancière, historienne et membre de l'Académie française, dont l'œuvre a fait entendre les voix des femmes algériennes et interrogé, avec une sensibilité rare, les liens entre mémoire, langue et identité.

PRIX LITTÉRAIRE
de la Grande Mosquée de Paris
5e édition
2026



Ph © Nicolas Kovarik / Grande Mosquée de Paris

Le Prix du centenaire de la Grande Mosquée de Paris lui a été décerné pour l'ensemble de son œuvre, en présence de sa fille, Jalila.

Au-delà des prix et des distinctions, c'est bien le livre qui est au centre de cette rencontre. À travers cette initiative, la Grande Mosquée de Paris poursuit sa vocation culturelle et affirme une volonté qui tient à cœur au recteur, celle de redonner à l'écrivain la place qu'il mérite dans notre société. Faire vivre la littérature, c'est aussi créer un espace de rencontre, de mémoire, de réflexion et de partage.

Cette cinquième édition avait toutefois une résonance particulière avec l'hommage rendu à Assia Djebar, de son vrai nom Fatma-Zohra Imalhayène. Pour introduire cet hommage, Chems-eddine Hafiz a évoqué une conviction qui guide son action à la tête de l'institution : « toute mon action à la tête de cette institution, j'ai voulu la placer au service de cette conviction qu'il n'est pas la foi vivante sans la voix des femmes, pas d'avenir pour nos communautés sans leur liberté, pas de fraternité véritable sans leur dignité pleine et entière ».

C'est avec ces mots qui « sort du cœur » que le recteur a introduit son hommage à cette grande Dame de la littérature algérienne et francophone. En évoquant Assia Djebar, il a aussi voulu rappeler toutes celles dont la voix n'a pas toujours trouvé sa place dans l'histoire : « en honorant Assia Djebar, c'est elles qui n'ont jamais tenu la plume, à celles toutes que notre Mosquée s'incline à celles qui ont écrit et à celles que l'histoire a célébrées et à celles, innombrables, qu'elle a laissées dans l'ombre, et dont la mémoire veillait pourtant, patiente, au seuil de chaque maison », a-t-il souligné.

Au-delà de l'écrivaine et de son œuvre, cet hommage s'adressait ainsi à toutes ces femmes, celles qui ont écrit et celles qui n'ont jamais pu le faire, mais dont la mémoire, les histoires et les silences font aussi partie de notre histoire collective.

Pour la première fois, la fille de l'écrivaine, Mme Jalila Imalhayène-Djennane, était présente pour recevoir cette distinction au nom de sa mère. Appelée au podium après que le recteur lui eut remis le prix, elle a pris la parole avec une émotion particulière. Elle a choisi de parler de sa mère autrement, au-delà de l'écrivaine, de l'historienne et de l'algérienne. « On a souvent parlé d'elle comme écrivaine, comme historienne, comme femme algérienne. Ce soir, dans ce lieu, je voudrais parler d'une autre part d'elle, plus secrète, plus intime : celle qui écoutait. Car avant d'écrire, Assia Djebar écoutait. »

Puis, avec des mots d'une grande sensibilité, elle a évoqué cette manière qu'avait sa mère d'être attentive aux autres, d'écouter avec tout son être, « avec les yeux, avec le souffle, avec le silence ». Un témoignage personnel qui a donné à cet hommage une autre dimension. Après tout, derrière l'œuvre et la reconnaissance, il y avait aussi une femme, attentive aux voix qui l'entouraient. Cette écoute, comme l'a laissé entendre sa fille, faisait sans doute partie de ce qui nourrissait son écriture.

La cérémonie s'est poursuivie avec la projection d'un film documentaire produit par la Grande Mosquée de Paris, consacré à Assia Djebar, qui a su « écrire entre les langues, les mémoires et les silences ». À travers plusieurs extraits de ses discours prononcés en France et en Algérie, à différentes occasions, le film a fait revivre sa parole, ses réflexions et son rapport aux autres. Une autre façon de retrouver Assia Djebar à travers sa voix et sa présence. Elle qui savait communiquer, écouter et écrire, laissant derrière elle une œuvre qui continue de faire entendre des voix longtemps restées dans l'ombre.



Ph © Nicolas Kovarik / Grande Mosquée de Paris



Ph © Nicolas Kovarik / Grande Mosquée de Paris





L'heure de l'annonce des lauréats est arrivée, trois distinctions, trois noms, trois œuvres. Le choix n'a pas été simple pour les membres du jury, tant les trente ouvrages en compétition étaient remarquables. Mais il a fallu trancher, et chaque prix est venu saluer un regard, une écriture, une manière de raconter ou de faire comprendre le monde musulman.

Dans la catégorie du meilleur essai, le prix est revenu au journaliste Akram Belkaïd pour *Chroniques du ramadan. Voyage intimiste au cœur du jeûne*, publié aux éditions Tallandier. Dans cet ouvrage, il raconte le mois sacré à partir de son vécu, de ses souvenirs et de ses réflexions. Des préparatifs du repas aux habitudes culinaires, des soirées ramadanesques aux pratiques et aux débats qui entourent le jeûne, il explore ce mois dans ses dimensions à la fois spirituelle, culturelle et sociale. Une manière de raconter le ramadan au plus près de ceux qui le vivent, avec ses traditions, ses saveurs et ses petites scènes du quotidien.

La mention spéciale du jury a été attribuée à Sylvia Chiffoleau pour *Une histoire du temps dans le monde arabe*, publié chez CNRS Éditions. Historienne et directrice de recherche au CNRS, spécialiste des sociétés arabes depuis le XIXe siècle, elle propose dans cet ouvrage de regarder le monde arabe à travers une question que l'on croit parfois évidente, celle du temps. Elle revient sur la façon dont les sociétés l'ont mesuré, organisé et vécu, des rythmes de la période ottomane aux transformations liées à la modernité. Un travail qui montre combien notre rapport au temps est aussi une histoire de cultures, et de

modes de vie.
Enfin, le prix du meilleur roman a été décerné à Rachida Brakni pour *La Part absente*, publié aux éditions Stock. Visiblement émue, la jeune écrivaine a tenu à partager cette distinction avec ceux qui occupent une place essentielle dans son histoire personnelle. À travers quelques mots, elle a rendu hommage à son père, Kadour et à sa famille. Un moment touchant, où la joie de recevoir le prix s'est mêlée à l'émotion intime.
La soirée s'est ensuite prolongée autour d'un buffet où les saveurs orientales et occidentales se côtoyaient avec simplicité. Amuse-bouches, miniatures de pâtisseries françaises, bricks préparées sur place, thé à la menthe et gourmandises orientales, il y en avait pour tous les goûts. Autour des mêmes tables, les saveurs se mêlaient, les conversations se poursuivaient et les invités partageaient un moment convivial. On aurait dit que l'Orient et l'Occident dialoguaient, tout simplement, sans barrières, à travers les gestes, les échanges et le plaisir de se retrouver.





Assia Djebar
les mots d'une fille pour raconter sa mère

On connaît Assia Djebar, l'écrivaine, l'historienne, la femme qui a porté la voix des Algériennes bien au-delà des frontières. Mais il y a aussi Assia Djebar vue par sa fille, loin des livres et des hommages. Un regard personnel qui nous rapproche de la femme derrière l'œuvre.

Il y a plusieurs façons de raconter Assia Djebar, il y a les livres, les études universitaires, les entretiens et les nombreux hommages qui lui ont été consacrés. Puis il y a la parole de sa fille. Celle qui ne parle pas seulement d'une écrivaine connue dans le monde entier, mais d'une mère, avec ce regard particulier que l'on porte sur quelqu'un que l'on a connu dans l'intimité.

À travers les mots de Jalila Imalhayène-Djennane, une autre image d'Assia Djebar se dessine. On la découvre autrement, à travers des détails, une manière d'être, une présence. Ce ne sont plus seulement son parcours et son œuvre qui retiennent l'attention, mais aussi ce qui, chez elle, ne se raconte pas toujours dans les biographies.





Ce qui frappe dans ce témoignage, c'est notamment la place accordée à l'écoute, « elle écoutait avec les yeux», dit sa fille, une phrase simple, mais qui en dit beaucoup. Elle donne à voir une femme attentive, qui ne se contentait pas d'entendre les paroles, mais semblait aussi s'intéresser à ce qui se disait autrement, dans un regard ou un silence.

Cette manière d'écouter fait écho à l'écrivaine qui a donné une place aux voix des femmes, à leurs souvenirs et à leurs histoires. Mais il ne s'agit pas ici de chercher à tout prix un lien entre la mère et l'auteure. Le témoignage de sa fille a justement cet intérêt, car il permet de découvrir Assia Djebar sans passer uniquement par son œuvre.

Derrière le nom, derrière la reconnaissance littéraire, il y a une femme que sa fille continue de raconter avec ses propres mots, c'est peut-être ce regard familial qui nous permet de nous approcher autrement d'Assia Djebar, sans la réduire à une figure que l'on célèbre, mais en laissant apparaître quelque chose de plus personnel, de plus vivant.

Lors de la soirée du Prix littéraire de la Grande Mosquée de Paris, Jalila a exposé, au fond de la salle Émir Abdelkader, quelques objets ayant appartenu à sa mère. Parmi eux, une pièce a particulièrement retenu l'attention, il s'agit du karakou rouge de son arrière grand-mère, un costume traditionnel algérien auquel Assia Djebar était profondément attachée.

Bien plus qu'un vêtement, ce karakou témoigne de son attachement à son patrimoine et à la mémoire des femmes algériennes. Elle tenait à le conserver, comme un hommage à ces femmes et à leur héritage. Le modèle, le tissu et les motifs ont également été reproduits pour elle par Pierre Bergé, qui en a fait réaliser une version noire.

Au fond, raconter Assia Djebar à travers sa fille, c'est aussi découvrir la femme derrière l'écrivaine, celle qui, au-delà des mots et de son œuvre, portait en elle une mémoire, des racines et un attachement profond à son histoire.

aussi accepter de ne pas tout savoir d'elle. C'est écouter une voix différente, celle d'une femme qui parle de sa mère et qui, ce faisant, nous invite à regarder autrement celle que nous pensions connaître



Ph © Nicolas Kovarik / Grande Mosquée de Paris

Ils ont dit ...

TEMPS FORTS EN PAROLES

« Et c'est au cœur de cette année que nous remettons, pour la cinquième fois, le Prix littéraire de la Grande Mosquée de Paris. Qu'un prix si jeune rencontre un siècle d'histoire, voilà qui dit assez notre conviction : la pierre élève, mais c'est le livre qui transmet. »

« Faire connaître l'histoire des musulmans, la profondeur de l'islam, la richesse de sa civilisation, sans complaisance ni hostilité, avec les armes paisibles de l'intelligence et de la beauté. Tel est, depuis sa création, le dessein de ce prix. »

CHEMS-EDDINE HAFIZ,
RECTEUR DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS



« La parole est d'abord perçue par l'oreille, puis elle cherche un corps, rejoint une voix, et devient enfin écriture. »
« Pour ce centenaire, un olivier a été planté dans ce jardin. Je ne peux m'empêcher de penser au verset de la lumière, qui parle d'un olivier béni, « ni d'Orient, ni d'Occident », dont l'huile éclaire presque sans qu'un feu la touche. « Lumière sur lumière ».

JALILA IMALHAYÈNE-DJENNANE
FILLE D'ASSIA DJEBAR



« L'écriture est un exercice solitaire, mais un livre n'aboutit jamais seul. Il y a ceux qui vous encouragent, ceux qui vous entourent, ceux qui vous donnent des idées, et c'est à eux que je dédie cette récompense. »

AKRAM BELKAID
PRIX DU MEILLEUR ESSAI 2026



« La mention spéciale du jury accordée à ce livre est aussi, me semble-t-il, une forme de reconnaissance de l'importance qu'il y a à faire et à écrire l'histoire sociale des sociétés arabes et musulmanes, trop méconnues bien que si proches. »

SYLVIA CHIFFOLEAU
MENTION SPÉCIALE DU JURY 2026

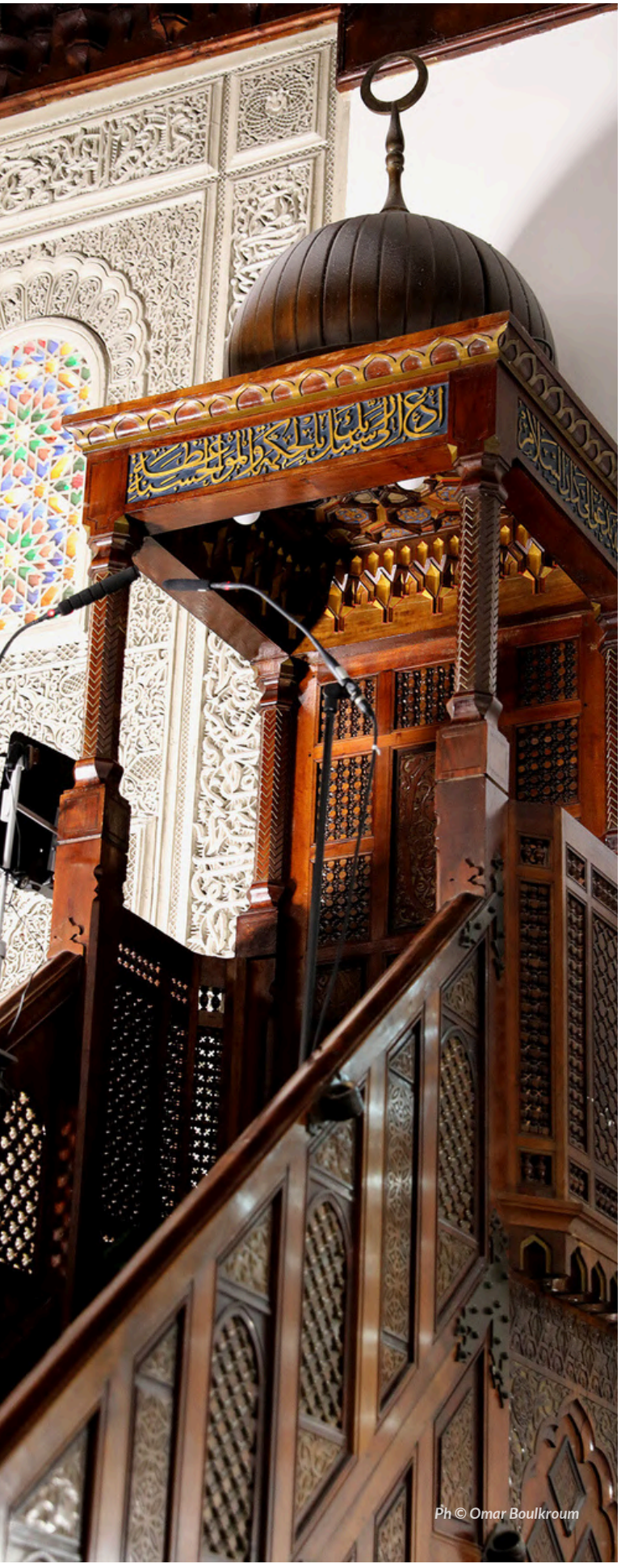


« Évidemment, je suis pleine des mots d'Assia Djebar, qui m'accompagne depuis tant d'années. Et d'ailleurs, il y a une phrase d'Assia Djebar qui a nourri tout le travail de ce livre, en quelque sorte, quand elle dit : "La mémoire est corps de femmes." Et c'est vrai que cette histoire, je l'ai construite autour de quatre figures féminines… »

RACHIDA BRAKNI
PRIX DU MEILLEUR ROMAN 2026



Ph © Nicolas Kovarik / Grande Mosquée de Paris


Ph © Omar Boulkroum

LE RÉSUMÉ DU PRÊCHE DU VENDREDI 9 OCT. 2026

“Quand le cœur se serre, où trouver la sérénité”

« Parmi les plus grands bienfaits qu’Il nous accorde se trouvent la santé et le bien-être. La santé est une couronne que l’on porte sans la voir, et dont seuls les malades mesurent toute la valeur. »

PAR **CHEIKH RACHID BENCHIKH**

Louange à Allah ﷻ, le Bienveillant envers Ses serviteurs. Il connaît leur état et sait ce qui est bon pour eux ici-bas et dans l’au-delà. J’atteste qu’il n’y a de divinité digne d’être adorée qu’Allah ﷻ, Seul et sans associé, et j’atteste que Mohamed ﷺ est Son serviteur et Son Messager. Que la prière et la paix d’Allah soient sur lui, sur sa famille et sur ses compagnons.

Serviteurs d’Allah, craignez Allah. Parmi les plus grands bienfaits qu’Il nous accorde se trouvent la santé et le bien-être. La santé est une couronne que l’on porte sans la voir, et dont seuls les malades mesurent toute la valeur. Le Prophète ﷺ a dit : « Il y a deux bienfaits dont beaucoup de gens ne profitent pas comme ils le devraient, la santé et le temps libre. » Un bienfait peut être entre nos mains sans que nous en mesurions la valeur, jusqu’au jour où il nous échappe.

Mais la santé ne se limite pas à un corps sans douleur. Elle concerne l’être humain tout entier, son corps, son âme, son esprit et sa vie intérieure. Combien de personnes semblent fortes, travaillent, parlent et accomplissent leurs devoirs, alors qu’elles portent en elles une angoisse profonde ou une tristesse qu’elles n’arrivent pas à expliquer.

Allah ﷻ nous indique alors une voie de guérison.

Il dit: « Ô hommes, une exhortation de votre Seigneur vous est venue, ainsi qu’une guérison pour ce qui est dans les poitrines, une guidée et une miséricorde pour les croyants. ». Le Coran parle au cœur, à l’âme et à l’esprit. Il redonne un sens à la vie, relie le cœur à son Créateur et apprend à traverser l’épreuve sans perdre l’espérance ni

la paix intérieure.
L'islam prend soin de la vie intérieure comme il prend soin du corps. Quand les soucis se multiplient et que l'angoisse serre la poitrine, tourne-toi vers Allah ﷻ. Invoque-Le avec sincérité, car Il est proche et Il répond. Rapproche-toi de Lui par la prière. Le Prophète ﷺ, lorsqu'une chose le préoccupait, se tournait vers la prière et disait à Bilal : « Apporte-nous le repos par la prière, ô Bilal. ». Dans la prière se trouvent le repos du cœur, la sérénité de l'âme et la force de demander l'aide d'Allah ﷻ.
Quand une faute alourdit ton cœur, reviens vers Allah par le repentir et rends aux gens leurs droits. Ne désespère jamais de Sa miséricorde. Et lorsque ta poitrine se serre, soulage la détresse de quelqu'un. Console celui qui souffre, aide celui qui est dans le besoin et apporte de la joie à un cœur triste. L'une des plus belles voies vers la sérénité est de devenir une cause de sérénité pour les autres.
Voilà ce que l'islam nous enseigne pour préserver l'équilibre intérieur, une foi qui donne un sens à la vie, une prière qui apaise, un rappel d'Allah ﷻ qui rassure le cœur, une invocation qui ouvre la porte de l'espérance, un repentir qui libère du poids de la faute et une bienfaisance qui nous fait sortir de l'enfermement sur soi.
Je dis ces paroles et je demande pardon à Allah.

DEUXIÈME PRÊCHE

Louange à Allah. Que la prière et la paix soient sur le prophète Mohamed, après qui il n'y a plus de prophète.

Bien-aimés en Allah, le 10 octobre est la Journée mondiale de la santé mentale. Selon les statistiques de l'Organisation mondiale de la Santé publiées en 2025, environ 1,2 milliard de personnes vivent avec des troubles mentaux, soit une personne sur sept. Le besoin de soins est encore plus grand dans les zones de guerre, de crise et de catastrophe.
Ghaza en est aujourd'hui un exemple douloureux. Les guerres ne blessent pas seulement les corps, elles laissent aussi dans les âmes des blessures profondes et invisibles. Selon les estimations citées dans ce prêche, plus d'un million de personnes à Ghaza ont besoin de services de santé mentale après des années de peur, de tueries et de déplacements. Des enfants tremblent au bruit des bombardements, des blessés portent des traces physiques et psychologiques, et beaucoup gardent en mémoire des scènes qu'ils ne peuvent effacer.
Serviteurs d'Allah, les habitants de Ghaza n'ont pas seulement besoin de paroles de compassion. Ils ont besoin d'une miséricorde qui devient une action, d'une invocation sincère, d'une aide urgente, d'un soutien aux blessés, aux enfants et à tous ceux qui souffrent. L'islam a fait de la protection de la vie humaine l'un de ses grands objectifs. Allah dit : « Et quiconque sauve une vie, c'est comme s'il avait sauvé toute l'humanité. ».
Le Messager d'Allah a dit : « Celui qui ne fait pas miséricorde ne recevra pas de miséricorde. »

Ô Allah, sois pour nos frères et sœurs de Ghaza un soutien et une protection. Nourris ceux qui ont faim, apaise ceux qui ont peur et soulage ceux qui souffrent.

Ô Allah, apaise nos cœurs, éloigne de nous les soucis et la tristesse, accorde à nos âmes la sérénité et à nos poitrines le soulagement. Réconforte les cœurs brisés et guéris les âmes qui souffrent en silence.

Ô Allah, protège les pays musulmans. Protège la France, son peuple et toutes les personnes qui y vivent. Fais-en une terre de sécurité, de paix, de coexistence et d'harmonie. Gloire à Ton Seigneur, le Seigneur de la puissance. Paix sur les messagers. Et louange à Allah Seigneur des mondes.



« Nul reproche ne vous sera fait aujourd'hui » : quand la mémoire ne devient pas vengeance


Ph © ArtHouse Studio

Après de longues années de séparation, les frères de Joseph se retrouvèrent devant lui. C'étaient eux qui l'avaient précipité dans les profondeurs d'un puits, l'abandonnant à un sort inconnu, avant de retourner auprès de leur père avec sa tunique souillée d'un sang mensonger. Quant à Joseph, il avait traversé bien des épreuves : des ténèbres du puits à l'humiliation d'être vendu comme esclave, des tentations du palais à l'enfermement dans la prison, jusqu'au jour où il se vit confier la gestion des trésors de l'Égypte. Lui qui avait été un étranger était désormais un homme de haut rang, lui qui avait été faible et opprimé détenait à présent l'autorité et le pouvoir. Et voici qu'aujourd'hui, ses frères venaient demander des vivres à celui-là même dont ils s'étaient autrefois débarrassés, sans se douter qu'il s'agissait de leur propre frère.

PAR **CHEIKH ABDELKADER BELABDLI**

Les circonstances avaient changé, les rapports de force s'étaient inversés, mais le passé, lui, demeurait inchangé. Ce qui avait eu lieu ne pouvait être défait. L'injustice qu'ils avaient commise n'avait été effacée ni par les années écoulées ni par la haute position à laquelle Joseph était parvenu.

Lorsque vint le moment de vérité, Joseph ne commença ni par affirmer son autorité ni par énumérer les souffrances qu'il avait endurées. Au moyen d'une seule question, Il les ramena à ce passé qu'ils croyaient enseveli sous le poids des années : « Savez-vous ce que vous avez fait à Joseph et à son frère, lorsque vous étiez dans l'ignorance ? »

Il ne nia pas le passé et ne chercha pas davantage à le laisser derrière lui comme si rien ne s'était produit. Il les confronta à leurs actes, laissant sa question réveiller en eux ce que leurs lèvres avaient tu, mais que la vérité n'avait jamais cessé de porter.

C'est alors qu'ils découvrirent, à leur grande stupéfaction, ce qu'ils n'auraient jamais imaginé : « Serais-tu donc Joseph ? » Il répondit : « Je suis Joseph, et voici mon frère. Dieu nous a certes comblés de Ses bienfaits. »

Joseph n'était plus cet enfant qu'ils avaient pu arracher à l'affection de son père. Il était désormais investi d'autorité et de pouvoir, tandis que ceux qui l'avaient autrefois opprimé se trouvaient à présent dans une situation telle qu'ils avaient besoin de lui. Cet instant constituait une nouvelle épreuve, non plus pour Joseph victime de l'injustice, mais pour Joseph détenteur du pouvoir : que fait un homme lorsqu'il se trouve en mesure d'exercer son autorité sur ceux qui lui ont fait du tort ?

Ses frères ne tardèrent pas à reconnaître leur faute : « Par Dieu ! Dieu t'a assurément préféré à nous, et nous avons été coupables. »

C'est ici que le récit atteignit son tournant décisif. Joseph les avait confrontés à leurs actes, ils avaient reconnu leurs torts, et le passé n'était plus un secret que quiconque cherchait à dissimuler. C'est alors qu'il prononça ces paroles, qui résument à elles seules toute la portée du pardon : « Nul reproche ne vous sera fait aujourd'hui. Que Dieu vous pardonne ! Il est le plus Miséricordieux des miséricordieux. »

Il ne prétendit pas que rien ne s'était passé, pas plus qu'il ne réduisit l'injustice subie à un simple malentendu. Mais, après que ses frères eurent reconnu leurs torts, il choisit de ne pas faire de son pouvoir un instrument de vengeance, ni du passé un motif de reproches et de réprimandes sans fin. Ce pardon ne procédait nullement d'une incapacité à faire valoir ses droits, mais d'un choix librement consenti par celui qui avait le pouvoir de demander des comptes. Toutefois, toute la portée de cette attitude ne se révèle pleinement qu'à la lumière des principes établis par le Coran concernant le pardon et le droit de se défendre contre l'injustice.

Dieu fait ainsi l'éloge de ceux qui, « lorsqu'ils sont victimes d'une injustice, se défendent ». Il déclare ensuite : « La sanction d'un mal est un mal équivalent. Mais quiconque pardonne et œuvre à la réconciliation trouvera sa récompense auprès de Dieu. » Il affirme également que celui qui défend ses droits après avoir subi une injustice ne saurait encourir aucun blâme. Celui-ci ne doit peser que sur ceux qui oppriment autrui et commettent, sur terre, des abus en toute injustice.

Ainsi, le Coran ne blâme pas la victime d'une injustice lorsqu'elle réclame son droit, pas plus qu'il ne l'autorise à commettre des abus sous prétexte du tort qu'elle a subi. La défense légitime de ses droits connaît des limites qu'elle ne saurait franchir, tandis que le pardon possède une vertu dont nul ne peut nier la valeur. Chaque situation appelle donc la réponse qui lui convient. Le pardon peut ainsi favoriser l'amendement des cœurs et mettre fin aux causes de la discorde, tout comme il peut être préférable, dans d'autres circonstances, de demander des comptes à l'auteur de l'injustice et de l'empêcher de persévérer dans ses abus plutôt que de lui accorder son pardon.

Dans l'histoire de Joseph, ses frères avaient reconnu leur faute, et le pardon qu'il leur accorda ouvrit la voie aux retrouvailles d'une famille que le péché avait déchirée et que de longues années de séparation avaient tenue éloignée.

De fait, lorsqu'il prononça ces paroles : « Nul reproche ne vous sera fait aujourd'hui », Joseph ne cherchait nullement à effacer la vérité, mais à ouvrir, une fois celle-ci reconnue, la voie à un avenir nouveau.

C'est peut-être là l'un des enseignements les plus subtils de ce récit : renoncer à demander des comptes ne contribue pas toujours à réparer les torts, pas plus que réclamer justice ne relève nécessairement de la vengeance. La justice empêche que la riposte à une injustice ne devienne elle-même une nouvelle injustice, tandis que la miséricorde ouvre, lorsque les conditions s'y prêtent, une voie permettant de dépasser les conflits sans pour autant légitimer les abus.

Le récit se poursuit alors jusqu'à la grande scène des retrouvailles, lorsque les parents et les frères de Joseph vinrent auprès de lui et que la famille fut enfin réunie après de longues années de séparation. Évoquant les épreuves qu'il avait traversées, Joseph déclara : « Il m'a comblé de Ses bienfaits lorsqu'Il m'a fait sortir de prison et qu'Il vous a fait venir du désert, après que Satan eut semé la discorde entre mes frères et moi. »

Il ne revint pas sur le détail des fautes qu'ils avaient commises et ne fit pas de ces retrouvailles une occasion de raviver les reproches. Il reconnut dans l'issue de ses épreuves une marque de la bienveillance divine et vit dans la réunion de sa famille un bienfait, après tant d'années de dispersion et de séparation.

De cette histoire familiale émerge une interrogation plus vaste, à laquelle les sociétés se trouvent confrontées chaque fois qu'elles se replongent dans les pages douloureuses de leur histoire : comment préserver la mémoire des injustices sans en faire le terreau d'une hostilité transmise de génération en génération ? Et comment ouvrir la voie à l'avenir sans nier ce qui s'est produit dans le passé ?

Le récit de Joseph n'apporte pas de réponse détaillée aux injustices subies par les peuples, et l'on ne saurait invoquer son pardon personnel pour exiger des victimes qu'elles renoncent à leurs droits. Il offre néanmoins un repère moral d'une profonde portée : le pardon n'efface pas la vérité, réclamer justice ne signifie pas se venger, et une réconciliation qui passe sous silence les injustices ne saurait en réparer les conséquences.

Ainsi, une mémoire qui préserve les noms des victimes, témoigne des souffrances qu'elles ont endurées et réclame que justice leur soit rendue ne relève nullement de la vengeance. Elle exprime, au contraire, une fidélité à la vérité et la volonté de la préserver de l'oubli et du déni. Il ne s'agit ni de refermer les pages de l'histoire avant même de les avoir lues, ni de substituer à la reconnaissance des injustices commises un simple appel au pardon et à la tolérance. Il s'agit plutôt de maintenir la justice comme fondement, tout en veillant à ce que l'amertume du passé ne se transforme pas en une nouvelle injustice frappant ceux qui n'en portent aucune responsabilité.

C'est dans cette perspective que prend tout son sens cette parole divine : « Que la haine envers un peuple ne vous incite pas à être injustes. Soyez justes : cela est plus proche de la piété. » Car l'inimitié ne dispense jamais du devoir de justice, pas plus que la miséricorde ne saurait servir à justifier l'injustice. Il ne serait pas équitable de



Ph © Haikal Fikri

faire porter aux enfants la responsabilité des fautes commises par leurs pères, ni d'imputer à tout un peuple les crimes de ceux qui ont exercé l'oppression en son nom.

Joseph connaissait la vérité sur les actes de ses frères, et ceux-ci avaient reconnu leurs fautes. Lorsqu'il fut en mesure de leur demander des comptes, il choisit de leur pardonner, non parce que l'injustice n'avait pas eu lieu, mais parce que, dans ces circonstances, le pardon ouvrait la voie à la réconciliation et à la réparation des liens brisés.

Ainsi, ses paroles : « Nul reproche ne vous sera fait aujourd'hui » demeurent un témoignage éloquent de cette double vérité : la vérité n'a nul besoin de vengeance pour demeurer ce qu'elle est, et le pardon n'exige nullement que l'on nie l'injustice pour être authentique.



LE SAVIEZ VOUS?

105

17 octobre 1961 : l'égalité se proclame

PAR CHEIKH KHALED LARBI

Le 17 octobre 1961, à Paris, des milliers d'Algériens manifestèrent pacifiquement contre le couvre-feu qui leur était imposé. La répression fut d'une extrême violence : des manifestants furent arrêtés, blessés et tués. Des corps furent retrouvés dans la Seine. Cette tragédie demeure une page douloureuse de l'histoire française et nous confronte à une question essentielle : l'égalité peut-elle être réelle si elle ne protège pas chacun avec la même exigence ?

CE QUE LA LOI AFFIRME

L'article premier de la Constitution française dispose que la République « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion » et « respecte toutes les croyances ». La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 proclame, quant à elle, la liberté et l'égalité en droits. Enfin, la loi du 9 décembre 1905 garantit la liberté de conscience et le libre exercice des cultes dans les conditions qu'elle prévoit.Ces textes ne sont pas de simples déclarations de principe : ils engagent la République à protéger les libertés et à ne jamais faire de l'origine ou de la religion un motif d'inégalité.

CE QUE NOUS ENSEIGNE L'ISLAM

Le Coran rappelle que la justice ne doit jamais céder à l'hostilité : « Que la haine pour un peuple ne vous incite pas à être injustes. Soyez justes : cela est plus proche de la piété » (Coran, 5:8 - traduction du sens). Le Prophète Mohammed ﷺ a également mis en garde contre les sociétés qui appliquent la loi aux plus faibles tout en épargnant les plus puissants (Sahih El-Boukhari, 3475). Une justice qui change selon le rang, l'appartenance ou l'impopularité cesse d'être pleinement juste.

UNE EXIGENCE POUR AUJOURD'HUI

En 2021, le président Emmanuel Macron a qualifié d'« inexcusables pour la République » les crimes commis le 17 octobre 1961 sous l'autorité de Maurice Papon. Se souvenir de cette nuit, ce n'est ni raviver les divisions ni condamner indistinctement : c'est reconnaître les victimes, regarder l'histoire avec lucidité et transmettre aux générations futures les leçons de la discrimination et de l'arbitraire. La laïcité n'est pas l'effacement des convictions religieuses, elle garantit un cadre commun où la liberté de conscience doit être respectée. Elle ne dispense pas la République d'être fidèle à ses propres principes : elle l'y oblige.

Car l'égalité ne se mesure pas seulement aux droits que l'on proclame, mais à la dignité que l'on garantit à chacun.


Ph © Gaurav Singh

La stupidité historique ou le phénomène de l'oubli

La stupidité historique ne procède pas d'un manque d'intelligence. Les nations qui ont répété les mêmes erreurs ont pourtant compté parmi elles des savants, des philosophes et des dirigeants d'une grande intelligence. La stupidité historique est d'une autre nature : elle réside dans l'incapacité d'une collectivité à conserver la mémoire des leçons qu'elle a si chèrement payées.

PAR **AHMED MOUSSA**

L'individu apprend de ses blessures, car la cicatrice demeure inscrite dans sa chair. Il en va autrement des peuples : leur peau se renouvelle à chaque génération. Ceux qui ont subi les blessures disparaissent, tandis que naissent ceux qui ne les ont pas encore éprouvées. Ainsi s'efface la cicatrice, et avec elle l'enseignement qu'elle portait. On pourrait donc définir la stupidité historique comme une intelligence dépourvue de mémoire : un esprit capable d'analyser le présent avec une remarquable finesse, mais qui le fait comme si le monde était né ce matin même.

L'oubli collectif traverse ainsi plusieurs étapes, semblables à celles du flétrissement d'une fleur. Au commencement, le souvenir est une plaie vive, que les témoins portent dans leur chair et dans leur voix. Puis, les témoins disparaissent les uns après les autres, et la mémoire passe des récits vivants aux livres. Or, dans les livres, elle se refroidit. Le massacre se réduit à un chiffre, la famine à un paragraphe, la guerre à deux dates séparées par un tiret. L'élève sait que la guerre a eu lieu, mais il ignore quelle était l'odeur de la peur.

Vient enfin la dernière étape : le rituel. Une journée de commémoration, un monument érigé à la mémoire des victimes, une minute de silence. Ces gestes sont nobles, certes, mais ils peuvent finir par se substituer au travail de mémoire, au lieu d'en être les instruments. Nous accomplissons le rituel et éprouvons le sentiment d'avoir fait œuvre de mémoire. Puis nous reprenons le cours de nos vies, comme si l'accomplissement de ces gestes nous avait dispensés de réfléchir.

Tout oubli n'est pas innocent. Il est des oublis qui surviennent d'eux-mêmes, et d'autres que l'on fabrique délibérément. De tout temps, le pouvoir a compris que celui qui maîtrise le passé détient les clés du présent. Dans son roman 1984, George Orwell imaginait un ministère tout entier voué à la réécriture quotidienne des anciens journaux, afin que le passé soit constamment mis en conformité avec la volonté présente du dirigeant. C'était une exagération romanesque, mais elle n'était guère éloignée de la réalité. Combien de photographies ont été retouchées pour en effacer le visage d'un personnage devenu indésirable ? Combien de livres ont été livrés aux flammes pour avoir conservé la mémoire de ce qu'il aurait fallu oublier ?

Mais l'effacement n'a pas toujours besoin du feu. Il suffit de laisser les archives à l'abandon, d'appauvrir les programmes scolaires ou de noyer la mémoire sous un flot incessant d'informations nouvelles. A l'ère de la surabondance, la vérité ne s'efface plus nécessairement par la censure, mais par le vacarme.L'équité intellectuelle exige toutefois de reconnaître que l'oubli n'est pas toujours un ennemi. Friedrich Nietzsche considérait que la vie elle-même avait besoin d'une certaine part d'oubli et que celui qui se souviendrait de tout serait incapable d'agir. L'animal est heureux parce qu'il vit dans l'instant présent, l'homme, lui, est malheureux parce qu'il traîne derrière lui la longue chaîne de ses « hiers ».

Les nations, elles aussi, ont besoin d'oublier pour continuer à vivre. Après les guerres civiles, les hommes conviennent tacitement de ne pas remuer toutes les blessures du passé, car il faut bien que les voisins puissent redevenir des voisins. Il y a là une véritable sagesse : une mémoire perpétuellement à vif peut devenir le combustible d'une nouvelle guerre.

Cependant, la frontière entre l'oubli qui guérit et celui qui aveugle est infiniment ténue. Le premier tourne la page après l'avoir lue ; le second la déchire avant même d'en avoir compris le sens. La stupidité historique commence précisément lorsque nous confondons les deux, lorsque nous prenons le soulagement que procure l'oubli pour une véritable guérison.

Il existe pourtant une forme d'oubli plus dangereuse encore que toutes les précédentes, parce qu'elle se dissimule sous les apparences mêmes de la mémoire : celle qui consiste à retenir les faits tout en en perdant le sens. Nous connaissons les noms des batailles et leurs dates, mais nous ignorons les causes, parfois infimes, qui y ont conduit.

Chaque nation se souvient du passé à sa manière, en le façonnant à sa propre mesure. Elle conserve la mémoire de ses victoires, mais oublie les souffrances qu'elle a infligées aux autres, elle se souvient des injustices qu'elle a subies, mais efface de sa mémoire ses propres fautes. Ainsi, la mémoire cesse d'être une fenêtre ouverte sur la vérité pour devenir un miroir complaisant qui embellit notre image. Et l'histoire racontée de cette manière ne nous enseigne plus rien : elle ne fait que conforter les convictions que nous entretenions déjà.

C'est ici que la stupidité historique rejoint l'orgueil. Car si nous répétons les erreurs du passé, ce n'est pas seulement parce que nous les avons oubliées, mais parce que nous sommes convaincus d'être différents de ceux qui les ont commises avant nous. Nous nous disons : « Cela leur est arrivé à eux, nous, nous sommes plus intelligents, plus raisonnables. » Or, c'est précisément ce que se sont dit tous ceux qui, avant nous, sont tombés dans le même piège.Il n'existe aucun remède définitif à la stupidité historique, car l'oubli est constitutif de notre nature. Mais il est possible de lui résister. Et cette résistance n'est pas seulement une démarche intellectuelle : elle est aussi une exigence morale.

Se souvenir, c'est refuser le confort des fausses certitudes. C'est accepter de lire le passé dans son intégralité, avec ses victoires comme avec ses hontes. C'est prêter l'oreille à la voix des victimes, même lorsqu'elles appartiennent à d'autres peuples que le nôtre. C'est, enfin, conserver assez d'humilité pour reconnaître que nous ne sommes pas nécessairement plus intelligents que ceux qui se sont trompés avant nous. Car la mémoire n'est pas un coffre où l'on entrepose le passé, mais une boussole qui oriente nos pas. Et celui qui perd sa boussole ne s'égare pas faute d'intelligence, mais parce qu'il a oublié d'où il vient et ne sait plus, dès lors, où il va.



découvrons
LA JEUNESSE FRANÇAISE *-là* DE CONFESSION MUSULMANE

45

QUAND LES EAUX DE PARIS RÉCLAMENT LA MÉMOIRE

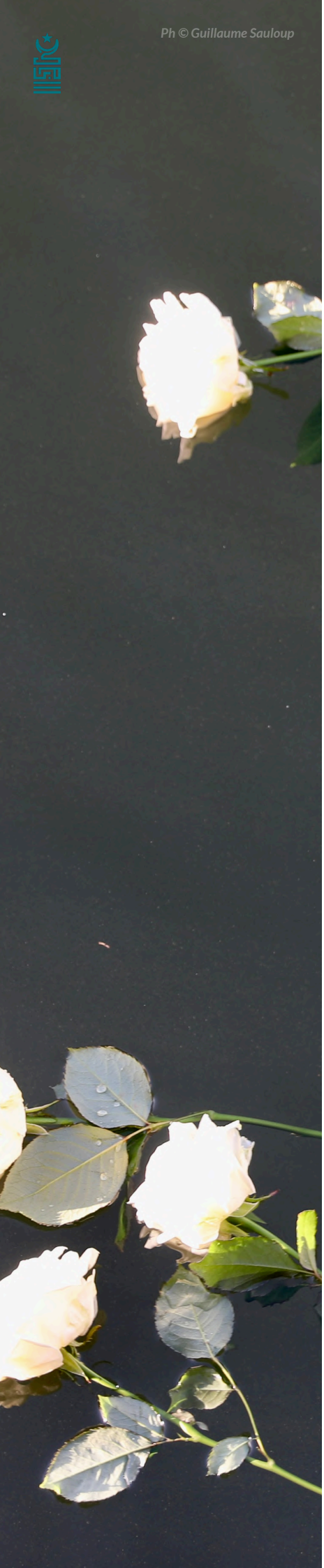
PAR **CHEIKH ABDELALI MAMOUN**

Ce soir d'octobre 2026, Paris s'enveloppait d'un brouillard épais. Une brume humide montait de la Seine, effaçant peu à peu les contours des ponts, estompant les lumières des quais et donnant aux monuments de la capitale l'apparence de silhouettes surgies d'un passé lointain. Sami, un jeune musulman parisien, marchait lentement le long du fleuve. Il aimait ces heures où la ville, dépouillée de son agitation diurne, semblait consentir à se souvenir. Né en France, élevé dans ses écoles, attaché à ses rues autant qu'à l'histoire de sa famille, il s'interrogeait souvent sur les pages de ce passé que l'on évoquait trop peu dans les conversations ordinaires. Ce soir-là, pourtant, l'Histoire ne l'attendait pas dans un livre. Elle venait à sa rencontre.

Un mouvement étrange troubla la surface de l'eau. Sami s'arrêta. Dans le brouillard, des silhouettes semblaient se former, d'abord indistinctes, puis de plus en plus humaines. Des hommes apparaissaient au bord du fleuve, vêtus de manteaux sombres, certains portant une casquette, d'autres serrant contre eux une veste usée. Leurs visages étaient pâles, leurs regards chargés d'une fatigue qui paraissait traverser les décennies. Ils ne marchaient pas vraiment : ils semblaient revenir d'un lieu où le temps n'avait plus de prise.

L'un d'eux s'avança.
— Jeune homme, sais-tu quel jour nous sommes ?
Sami, saisi d'effroi, recula d'un pas.
— Nous sommes en octobre 2026. Mais… qui êtes-vous ?
L'homme contempla la Seine. Dans ses yeux se reflétait une nuit ancienne.
— Nous sommes ceux que Paris a voulu oublier. Nous sommes les Algériens qui, le 17 octobre 1961, descendirent dans les rues pour manifester contre le couvre-feu discriminatoire qui leur était imposé. Nous étions des travailleurs, des pères, des frères, des époux. Nous étions venus réclamer le droit de protester, la dignité de





notre peuple et la fin d'une injustice. Nous ne savions pas que cette nuit deviendrait pour tant d'entre nous une nuit sans retour.
Sami sentit son cœur se serrer.
— J'ai entendu parler de vous à l'école, murmura-t-il. Mais je ne savais pas que votre histoire avait laissé une telle blessure.
— Une blessure ne disparaît pas parce que les vivants cessent de la regarder, répondit le vieil homme. Elle se transmet dans les silences, dans les familles qui n'ont jamais su où leurs disparus avaient été conduits, dans les noms que personne ne prononce, dans les questions auxquelles on ne répond pas.
Une seconde silhouette s'approcha. Plus jeune, elle portait sur le visage les traits d'un homme qui aurait pu être le frère aîné de Sami.
— Nous travaillions ici, dit-elle. Dans les usines, sur les chantiers, dans les ateliers, dans les rues de cette ville qui avait besoin de nos bras mais ne voulait toujours pas reconnaître notre humanité. Nous étions des Algériens vivant sous domination coloniale, dans un contexte de guerre et de répression. Le 17 octobre, la Fédération de France du Front de libération nationale avait appelé à une manifestation pacifique contre les mesures discriminatoires qui nous visaient. Nous sommes venus avec nos vêtements du dimanche, parfois accompagnés de nos femmes. Beaucoup pensaient rentrer chez eux le soir même.
— Et que s'est-il passé ? demanda Sami, bien qu'il redoutât déjà la réponse.
Le premier homme baissa les yeux.
— La répression fut d'une extrême violence. Sous l'autorité du préfet de police Maurice Papon, les forces de police arrêtèrent des milliers de manifestants. Des hommes furent frappés, humiliés, enfermés. Des personnes furent tuées. Certaines furent jetées dans la Seine. D'autres disparurent dans le silence des jours suivants. Le nombre exact des morts demeure discuté par les historiens, mais l'ampleur de la violence et la responsabilité des autorités dans cette répression sont établies.
Le jeune Parisien regarda le fleuve. Il lui sembla soudain que l'eau n'était plus seulement le miroir des lumières de la ville, mais le témoin muet d'une tragédie dont les courants avaient emporté les corps sans pouvoir emporter la vérité.
— Pourquoi ? souffla-t-il. Comment un État qui se réclame des droits de l'homme a-t-il pu traiter ainsi des hommes qui vivaient sur son territoire ?
— Parce que les principes les plus nobles peuvent être trahis lorsque la peur, le racisme et la logique de domination prennent le dessus, répondit le vieil homme. La France était alors engagée dans une guerre coloniale en Algérie. Le pouvoir voulait contenir le mouvement indépendantiste, surveiller les Algériens de métropole et empêcher que la contestation ne s'exprime jusque dans les rues de Paris. Le couvre-feu qui nous visait en raison de notre origine constituait déjà une discrimination. Cette nuit-là, l'autorité publique, au lieu de protéger les manifestants, exerça contre eux une violence meurtrière.
— Mais pourquoi n'a-t-on pas tout raconté immédiatement ? Pourquoi votre souffrance n'a-t-elle pas occupé la place qu'elle méritait dans la mémoire nationale ?
La seconde silhouette laissa échapper un soupir.
— Parce que les sociétés ne regardent pas toujours leur passé en face. Pendant longtemps, les témoignages furent contestés, les responsabilités minimisées, les familles abandonnées à leurs interrogations. Il fallut le courage de survivants, de chercheurs, de journalistes, d'associations et de citoyens pour faire sortir cette histoire de l'ombre. La mémoire n'est pas un cadeau que le pouvoir accorde spontanément : elle est souvent conquise par ceux qui refusent que l'injustice soit recouverte une seconde fois, cette fois par l'oubli.
Sami demeura silencieux. Il pensa à son grand-père, arrivé en France plusieurs années après cette nuit tragique, à ses mains marquées par le travail, à sa pudeur lorsqu'il évoquait l'Algérie, aux récits interrompus par de longs silences. Il comprit que l'histoire des siens n'était pas séparée de celle de Paris. Elle était inscrite dans ses rues, dans ses quartiers, dans ses ponts, jusque dans les eaux qui coulaient

sous ses arches.
— Alors, que dois-je faire, moi qui suis né bien après vous ? demanda-t-il. Je ne suis responsable ni de cette nuit ni des décisions de ceux qui l'ont rendue possible.
Le vieil homme le regarda avec une gravité empreinte de tendresse.
— Tu n'es pas coupable des fautes commises avant ta naissance. Mais tu es responsable de ce que tu feras de la vérité dont tu hérites. Le devoir de mémoire ne consiste pas à transmettre une haine de génération en génération. Il consiste à transmettre une exigence de justice, afin que les mêmes mécanismes ne puissent se reproduire sous d'autres noms, contre d'autres hommes.
— Faut-il donc se souvenir sans accuser tous les Français ?
— Bien sûr. Un peuple ne se résume jamais aux crimes de ses dirigeants. Il y eut des hommes et des femmes qui résistèrent au racisme, qui recueillirent des témoignages, qui dénoncèrent la répression et qui travaillèrent à faire reconnaître les faits. Se souvenir avec rigueur, c'est distinguer les responsabilités, nommer les institutions et les décisions qui ont rendu le drame possible, sans condamner indistinctement les générations présentes.
La mémoire doit éclairer la conscience, non aveugler le jugement.
Sami baissa la tête. Dans son cœur, les paroles du vieil homme rencontrèrent une conviction qu'il portait depuis l'enfance : l'injustice commise contre un homme ne devient pas moins grave parce que cet homme appartient à une autre famille, une autre nation ou une autre religion. Il se rappela ce verset du Coran : « Ô vous qui croyez ! Soyez stricts dans vos devoirs envers Allah et témoignez avec justice. Que la haine pour un peuple ne vous incite pas à être injustes. Soyez justes : cela est plus proche de la piété. » (Coran, 5, 8.)
— Ma foi m'enseigne, dit-il, que la justice ne doit pas dépendre de l'identité de celui qui souffre. Si nous voulons honorer vos morts, nous devons aussi défendre les vivants contre le mépris, les discriminations et la violence. Mais je comprends désormais que la fraternité ne peut se construire sur une histoire falsifiée ou sur des souffrances passées sous silence.
— Tu as compris, répondit le vieil homme. Le pardon, lorsqu'il est possible, n'exige pas l'amnésie. La réconciliation ne demande pas aux victimes de se taire. Elle suppose que les faits soient établis, que les responsabilités soient reconnues et que la dignité de ceux qui ont souffert soit restaurée.
Au loin, l'horloge d'un monument sonna. Le brouillard commençait à se dissiper. Les silhouettes devenaient transparentes, comme si la Seine les rappelait doucement vers les profondeurs de la mémoire.
— Allez-vous disparaître ? demanda Sami.
— Nous n'avons jamais entièrement disparu, répondit le premier homme. Nous sommes dans les archives que l'on ouvre, dans les noms que l'on grave, dans les cérémonies où l'on se recueille, dans les livres que les jeunes lisent et dans les consciences qui refusent l'indifférence. Nous revenons chaque fois qu'un homme demande la vérité plutôt que le confort de l'oubli.
— Et que dois-je dire aux jeunes de mon âge ?
— Dis-leur que la Seine appartient à tous les Parisiens, mais que ses eaux gardent aussi la mémoire de ceux qu'on y a jetés. Dis-leur qu'aimer la France, ce n'est pas dissimuler ses fautes, c'est vouloir qu'elle demeure fidèle à ses principes. Dis-leur enfin qu'aucune République ne grandit en détournant les yeux de ses victimes.
Les silhouettes s'effacèrent lentement. Le fleuve retrouva son apparente tranquillité. Sami resta seul sur le quai, mais il ne se sentait plus tout à fait le même. Il leva les yeux vers les lumières de Paris et comprit que la mémoire n'était pas une charge héritée du passé : elle était une responsabilité confiée au présent.
Cette nuit-là, en rentrant chez lui, il se promit de raconter ce qu'il venait d'apprendre, de lire les témoignages des survivants, de transmettre cette histoire sans haine, mais sans complaisance. Car les morts du 17 octobre 1961 ne demandaient pas aux vivants de se venger. Ils leur demandaient de ne pas oublier, de ne pas mentir, de ne pas laisser l'injustice changer de visage sans être reconnue.
Et tandis que la Seine poursuivait son cours sous les ponts de Paris, une pensée demeura dans l'esprit du jeune homme : un pays ne se grandit pas en oubliant les victimes de son histoire, mais en trouvant le courage de les regarder en face.


Ph © Guillaume Sauloup

De la mémoire à l'avenir : la France et l'Algérie face au défi du rapprochement


Ph © Meigneux / SIPA

« Il ne s'agissait pas de tourner une page, car il n'y a dans l'histoire humaine aucun livre dont les pages anciennes ne soient pas recouvertes d'écriture. Il s'est passé quelque chose en Algérie dans le passé qu'aucun de nous n'a le désir ou la volonté de voir disparaître à jamais. Il ne s'agissait donc pas de tourner une page, il s'agissait de commencer à en écrire une nouvelle. »

EXTRAIT DE L'ALLOCUTION
DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING
À ALGER, LE 12 AVRIL 1975

Parmi les histoires qui ne se referment pas avec le temps, il y a celle de la France et de l'Algérie. Plus de 130 ans de colonisation, une guerre d'indépendance de près de huit ans, des familles brisées et des vies marquées à jamais. Certaines pages continuent de peser sur les générations suivantes, comme celle du 17 octobre 1961, dont la mémoire reste douloureuse.

PAR **NASSERA BENAMRA**

Mais aujourd'hui, que faisons-nous de cette histoire ? Des reconnaissances ont eu lieu, des gestes ont été posés, sans suffire à apaiser toutes les tensions. Entre Paris et Alger, les périodes de rapprochement sont souvent suivies de nouveaux désaccords. Pour comprendre ce chemin, revenons sur quatre grandes étapes, avec une question à poser : comment avancer sans oublier le passé, mais sans rester prisonnier de ses blessures ?

1962-1971 : L'INDÉPENDANCE POLITIQUE ET LA CONQUÊTE DE L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE

Après l'indépendance, les deux pays doivent redéfinir leurs relations. L'accord franco-algérien de décembre 1968 encadre notamment la circulation et l'emploi des Algériens en France. Mais l'Algérie cherche aussi à reprendre le contrôle de ses richesses et à s'affranchir de la dépendance économique héritée de la colonisation.

Le 24 février 1971, le président Houari Boumédiène annonce la nationalisation des hydrocarbures. Cette décision marque une étape importante dans l'affirmation de la souveraineté économique algérienne et provoque de nouvelles tensions avec les compagnies françaises.

1971-1991 : DES RAPPROCHEMENTS ENCORE FRAGILES

En avril 1975, Valéry Giscard d'Estaing devient le premier président français à effectuer une visite officielle en Algérie depuis l'indépendance. Son discours laisse entrevoir une volonté de rapprochement. Il ne s'agit pas d'effacer l'histoire, mais de parvenir à écrire une nouvelle page. Les désaccords politiques, notamment autour du Sahara occidental, montrent toutefois combien ce rapprochement reste fragile.

L'arrivée de François Mitterrand à la présidence, en 1981, donne un nouvel élan à ce rapprochement. Sa visite en Algérie en novembre de la même année témoigne de la volonté de renouer le dialogue et d'établir des relations fondées sur une meilleure confiance mutuelle. Mais, malgré ces gestes, plusieurs questions restent en suspens.

Puis une autre génération prend aussi sa place dans la société française, celle des enfants de l'immigration algérienne, nés ou grandis en France. En 1983, la Marche pour l'égalité et contre le racisme, appelée aussi « Mar-

che des Beurs », porte leurs revendications et met en lumière leur aspiration à être reconnus comme des citoyens français à part entière.

1991-1999 : LA DÉCENNIE NOIRE ET SES RÉPERCUSSIONS EN FRANCE

Au début des années 1990, l'Algérie entre dans une période de violences qui bouleverse profondément le pays. La France avance avec prudence, entre ses relations avec le pouvoir algérien, ses interrogations sur la situation politique et la crainte d'une extension des violences.

En 1994, le détournement d'un Airbus d'Air France, puis les attentats de 1995 revendiqués par le Groupe islamique armé (GIA), font entrer le conflit algérien dans le quotidien des Français. La question algérienne devient aussi un enjeu de sécurité pour la France.

L'élection d'Abdelaziz Bouteflika, en 1999, ouvre de nouvelles perspectives. Après des années de violence et de tensions, les deux pays tentent de renouer le dialogue.

1999 À NOS JOURS : ENTRE RECONNAISSANCE ET CRISES RÉPÉTÉES

En juin 2000, lors de sa visite en France, Abdelaziz Bouteflika exprime l'espoir de voir les relations bilatérales repartir sur de nouvelles bases. Il évoque « de nouvelles chances » pour la coopération entre les deux pays, dans « un climat de confiance et d'amitié renforcé ». Trois ans plus tard, à Alger, Jacques Chirac rappelle à son tour que « Ce passé, complexe, encore douloureux, nous ne devons ni l'oublier ni le renier. » Deux déclarations qui disent, chacune à leur manière, la difficulté de construire l'avenir sans faire disparaître l'histoire.

Le 17 octobre 1961 reste l'un des moments où cette question de la mémoire se pose avec le plus de force. En 2012, François Hollande déclare que « la République reconnaît avec lucidité ces faits », en hommage aux Algériens tués lors de la répression de la manifestation à Paris. Neuf ans plus tard, (16 octobre 2021) pour le soixantième anniversaire, Emmanuel Macron affirme que « les crimes commis cette nuit-là sous l'autorité de Maurice Papon sont inexcusables pour la République ».

Ces déclarations marquent des étapes importantes dans la reconnaissance officielle des faits. Elles ne mettent cependant pas un terme aux débats sur la mémoire coloniale ni aux tensions entre les deux pays.

Du côté algérien, Abdelmadjid Tebboune appelle lui aussi à ouvrir une nouvelle ère. Dans un entretien accordé au Figaro, il déclare : « Plus de 60 ans après la guerre, il faut passer à autre chose », tout en rappelant que les deux pays partagent des intérêts fondamentaux malgré leurs divergences.

Les relations franco-algériennes ne se résument pas aux déclarations présidentielles. Les crises diplomatiques reviennent, les désaccords persistent et les gestes de rapprochement ne suffisent pas toujours à installer une confiance durable.

L'avenir concerne aussi les générations nées en France de parents algériens. Leur histoire familiale fait partie de l'histoire française, et leur place dans la société ne devrait pas être constamment ramenée aux tensions entre les deux États. Elles ont aussi besoin de pouvoir se projeter dans l'avenir, sans avoir à choisir entre leurs racines et leur citoyenneté.



Ph © AFP - MARCEL MOCHET

Avancer ne signifie pas demander aux uns d'oublier, ni transmettre indéfiniment aux autres le poids des conflits passés. Il s'agit de reconnaître l'histoire, de garantir l'égalité et de permettre aux nouvelles générations de construire leur avenir avec confiance. La réconciliation reste un chemin à bâtir. Elle ne dépend pas seulement des mots des dirigeants, mais aussi de la capacité des deux sociétés à se comprendre, à se respecter et à faire vivre leurs liens humains.

De la mémoire à l'avenir, il ne s'agit donc pas de tourner la page, mais de continuer à l'écrire ensemble.



Ph © Guillaume Sauloup


Monseigneur Léon-Étienne Duval

Chrétiens et juifs face à l'indépendance algérienne

Parmi les chrétiens et les juifs, une minorité dissidente a pris le parti, parfois très tôt, de dénoncer le régime colonial en Algérie, avant de soutenir l'indépendance.

PAR **RAPHAËL GEORGY**

Il faut du courage pour s'opposer à la majorité. Encore plus quand il s'agit de ses propres frères. Ce fut le cas d'une partie des chrétiens en Algérie qui prirent le parti de l'indépendance, autour de l'archevêque d'Alger Monseigneur Duval.

Léon-Étienne Duval accède à cette fonction en 1954, à la veille de la guerre. Dès janvier 1955, il prend position contre la torture pratiquée par la police. S'il condamne toutes les violences, d'où qu'elles viennent, il ne cesse de plaider pour la justice et le dialogue. Une partie de ses propres fidèles le surnomme par dérision « Mohammed Duval ». Pour l'historien Jérôme Bocquet, auteur des *Chrétiens et la guerre d'Algérie* (2021), interrogé par Iqra, il fut « la grande figure du rapprochement entre les communautés européenne et musulmane ».

Autour de lui, des prêtres et des laïcs vont plus loin. Dès décembre 1954, l'abbé Jean Scotto, curé d'Hussein-Dey, cache dans son presbytère un militant nationaliste recherché par la police. Le jeune médecin Pierre Chaulet, fils d'un syndicaliste chrétien, soigne clandestinement des combattants blessés : on le surnommera « le médecin des moudjahidines ». Avec son épouse Claudine, il héberge des dirigeants du FLN. Certains le paient de leur vie : l'avocat catholique Pierre Popie, défenseur d'Algériens, est assassiné dans son cabinet à Alger en janvier 1961 par des ultras de l'Algérie française.

Ces chrétiens s'indignent publiquement contre la torture, avant de s'engager pour l'indépendance après 1958. Ils sont « sans doute parmi les premiers à s'engager dans la guerre », et cela « avant les communistes », souligne Jérôme Bocquet. L'historien parle de « dreyfusisme chrétien » : comme lors de l'affaire Dreyfus, quand des consciences s'étaient levées pour défendre un officier juif injustement condamné, des catholiques s'insurgent au nom de la morale. Chez les prêtres de la Mission de France, envoyés au plus près des ouvriers, la foi s'affirme ouvertement. En mars 1958, ils écrivent : « Il n'est pas traître à sa patrie, le chrétien qui exige le respect des droits des autres. »

En France aussi, des chrétiens se lèvent. Né dans la Résistance, l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* dénonce lui aussi la torture, au point d'être accusé en 1957 de trahison. Côté protestant, la Cimade vient en aide aux Algériens internés dans des camps en France.

Du côté juif, une minorité s'active également. Ils sont environ un millier sur 140 000 juifs d'Algérie, selon l'historien Pierre-Jean Le Foll-Luciani, lui aussi interrogé par Iqra, auteur des *Juifs algériens dans la lutte anticoloniale* (2015). Citoyens français depuis le décret Crémieux de 1870, rappelle-t-il, ils se trouvaient du côté des citoyens, et non des « indigènes ».

Parmi eux, Georges Hadjadj, né en 1921 dans une famille juive de Kabylie, a résumé son parcours ainsi : « J'ai perdu sept ans de ma vie : deux ans parce que j'étais Juif, trois ans parce que j'étais Français, deux ans parce que j'étais Algérien. » Exclu du lycée sous Vichy, mobilisé dans l'armée française de 1943 à 1945, il passe deux ans en prison pendant la guerre d'indépendance.

En France, des juifs, le plus souvent sans pratique religieuse, sont eux aussi en première ligne. L'historien Pierre Vidal-Naquet, dont les parents sont morts en déportation, dénonce en 1958 la disparition du mathé-



Maurice Audin

maticien Maurice Audin, arrêté par l'armée française à Alger. Le 17 octobre 1961, le photographe Élie Kagan, adolescent juif caché sous l'Occupation, saisit les images de la répression à Paris. C'est le journal *Témoignage chrétien* qui les publie le premier.

Pourtant, ces dissidents taisaient leur foi. Les juifs engagés étaient essentiellement communistes et athées. Mais la mémoire toute récente de la persécution sous le régime de Vichy, en France comme en Algérie, où les juifs ont perdu la citoyenneté française de 1940 à 1943, les pousse à s'opposer à la répression. Quant aux chrétiens, à quelques remarquables exceptions près, ils passaient leur foi sous silence pour ne pas faire de ce combat une affaire confessionnelle, et pour se rapprocher des musulmans.

À l'indépendance, plusieurs de ces militants choisiront la nationalité algérienne. Ce fut le cas de l'abbé Scotto, de Pierre et Claudine Chaulet, et de Mgr Duval lui-même, resté archevêque d'Alger jusqu'en 1988. Pionnier de la médecine algérienne, Pierre Chaulet reçoit à sa mort en 2012 des obsèques nationales à Alger, où il repose. « Par choix, oui par choix, j'ai pris la nationalité algérienne », confiera l'abbé Scotto, devenu évêque de Constantine.

Minoritaires, ces engagements de juifs, de chrétiens et de musulmans côte à côte montrent pourtant que même dans une société déchirée par la colonisation, des femmes et des hommes ont cherché à construire au-delà des barrières, comme le note Pierre-Jean Le Foll-Luciani : « Le champ des possibles est toujours ouvert ».



Octobre 67, Éric Manigaud, Elie Kagan © *EPPPD-MNHI*

Ce que le vent FAIT AU SABLE

Le pardon a d'abord été un paysage. Les poètes arabes d'avant l'islam ouvraient presque toujours leurs odes par la même halte, devant un campement abandonné. « Arrêtez-vous, pleurons… », lance Imru' al-Qays au premier vers de la plus célèbre d'entre elles. On cherchait les pierres noircies du foyer, la rigole creusée autour des tentes contre la pluie. Le temps avait fait son œuvre. Labîd ibn Rabî'a ouvre la sienne sur deux mots : 'Afati d-diyâru…, effacées, les demeures. Le verbe 'afâ dit ce que font le vent et les averses quand ils comblent une trace, jusqu'à ce qu'on ne sache plus où se dressait la tente.

PAR **HANANE SAÏDI**



Le Coran a fait de ce mot de bédouin celui du pardon, al-'afw, dont dérive l'un des noms de Dieu, al-'Afuww, Celui qui efface. La langue disposait donc, avant même la Révélation, d'une définition du pardon qu'on aurait du mal à améliorer : faire de l'offense ce que le vent fait d'une écriture sur le sable.

Dans un même verset, le Coran lui adjoint deux autres mots. La maghfira couvre la faute, comme le mighfar, la coiffe de mailles, couvrait la tête du cavalier. Le safh vient de safha, la page : pardonner, c'est alors la tourner. Al-Râghib al-Isfahânî, lexicographe du XIe siècle, le plaçait au-dessus du 'afw ; celui-ci renonce à la sanction, celui-là jusqu'au reproche (tathrîb). On peut donc pardonner sans tourner la page. Bien des réconciliations s'en tiennent là.

Youcef (Joseph) offre du safh l'exemple le plus fin. Ses frères l'ont jeté au fond d'un puits et ont fait croire à leur père qu'un loup l'avait dévoré. Devenu l'intendant des greniers d'Égypte, il les a à sa merci et leur dit seulement : « Nul reproche contre vous aujourd'hui ». Le mot est tathrîb, le même qu'emploie al-Râghib. Plus loin, il remercie Dieu de l'avoir tiré de prison, et non du puits, pour ne pas raviver la honte de ses frères. Quant à la discorde passée, il l'attribue au Démon, qui l'a semée « entre mes frères et moi ». Il pardonne jusque dans la grammaire.

On objecte volontiers que pardonner revient à se laisser faire. Le Coran a prévu l'objection. La sourate de la Consultation loue d'abord ceux qui se défendent contre l'injustice et admet la riposte équivalente, avant d'ajouter : « celui qui efface et répare, sa récompense incombe à Dieu ». Encore faut-il pouvoir rendre le coup : le pardon de celui qui ne peut rien faire d'autre porte un autre nom, la résignation. Par le pardon, dit un hadith recueilli par Muslim, Dieu n'accroît un être qu'en dignité.

Youcef pardonnait en position de force, comme le Prophète entrant en vainqueur, en 630, dans cette Mecque qui l'avait poussé à l'exil. Ceux à qui il pardonna ce jour-là n'étaient pas, pour la plupart, musulmans. Le Coran ne borne pas le pardon à la communauté des croyants. « Dis à ceux qui ont cru de pardonner à ceux qui n'espèrent pas les jours de Dieu », c'est-à-dire à ceux qui ne partagent pas leur foi. Le verset qu'al-Râghib cite pour illustrer sa gradation, « effacez et tournez la page », vise des gens du Livre qui souhaitaient voir les croyants renier leur religion. Et la rancune envers des adversaires ne justifie rien : « que la haine envers un peuple ne vous pousse pas à l'injustice ». La haine n'a jamais réparé aucune injustice.

Une partie de l'exégèse ancienne a jugé ces versets provisoires. Ibn Kathîr rapporte d'Ibn 'Abbâs et de Qatâda que l'ordre de pardonner valait pour les débuts de l'islam, avant que le combat ne soit prescrit. Les prêcheurs extrémistes qui pullulent aujourd'hui sur les réseaux sociaux en ont fait leur fonds de commerce. Shâh Walî Allâh de Delhi, au XVIIIe siècle, ne retenait pourtant que cinq abrogations dans tout le Coran, et aucune ne touche au pardon.

Ghazâlî a laissé de la rancune une description presque clinique. La colère qu'on ne peut décharger sur-le-champ, explique-t-il dans la Revivification des sciences de la religion, reflue vers l'intérieur et s'y engorge, jusqu'à devenir hiqd. Les lexicographes appelaient d'ailleurs hâqid une mine épuisée dont on ne tirait plus rien ; le cœur rancunier lui ressemble. Le Coran, lui, ouvre le Paradis par une opération sur les cœurs, avant même d'en nommer les ruisseaux : « Nous aurons ôté de leurs poitrines ce qu'elles contenaient de rancœur ».

La tradition prophétique accorde trois nuits aux brouilles, pas une de plus, et « le meilleur des deux est celui qui salue le premier ». Selon un autre hadith rapporté par Muslim, les portes du Paradis s'ouvrent le lundi et le jeudi ; Dieu pardonne alors à quiconque ne Lui associe rien, sauf à l'homme brouillé avec son frère, et l'on dit : « Attendez ces deux-là jusqu'à ce qu'ils se réconcilient. » Le pardon divin, qui ne connaît pas de bornes, accepte de patienter sur le seuil tant que deux hommes se boudent.

Le pardon des hommes n'est pas pour autant une amnésie. Wahshî avait tué Hamza, l'oncle du Prophète, à Uhud. Quand il vint, des années plus tard, embrasser l'islam, le Prophète accepta sa conversion sans le châtier, mais lui demanda s'il pouvait lui épargner la vue de son visage. Le pardon remet la dette ; il n'oblige ni à l'intimité ni à la comédie de l'oubli. Il n'appartient, du reste, qu'à celui qui a été blessé. Nawâwî le rappelle dès les premières pages de son Riyâd al-sâlihîn : quand une faute lèse un être humain, le repentir devant Dieu ne suffit pas, il faut aussi que la victime vous tienne quitte. On presse pourtant une épouse maltraitée ou un associé spolié de « pardonner pour Dieu », ce qui revient souvent à pardonner pour arranger les autres. Arraché de cette façon, le pardon ajoute une seconde blessure à la première.

L'histoire la plus difficile est peut-être celle d'Abû Bakr. Après la calomnie qui avait visé sa fille Aïsha, il apprit que Mistah, un parent pauvre qu'il entretenait, avait colporté la rumeur, et jura de ne plus rien lui verser. Le Coran lui répondit : « Qu'ils effacent et qu'ils tournent la page. N'aimeriez-vous pas que Dieu vous pardonne ? ». « Si, par Dieu, j'aime que Dieu me pardonne », dit Abû Bakr, qui rétablit la pension et jura cette fois de ne jamais la supprimer.

Chaque année, pendant les dernières nuits du ramadan, des millions de croyants répètent la prière que le Prophète enseigna à Aïsha pour la Nuit du Destin : « Mon Dieu, Tu es Celui qui efface, Tu aimes effacer, efface donc mes fautes. » On n'y demande ni la richesse ni même le Paradis. On demande le vent. Il y a quelque chose de gênant à le réclamer pour soi avec tant de ferveur et à le refuser avec tant d'obstination à ceux qui nous ont blessés, qu'ils partagent notre foi ou non.

Ce qui vaut pour les êtres vaut pour les peuples et pour les nations. Lors du pèlerinage d'adieu, en 632, le Prophète déclara abolies les dettes de sang héritées de l'époque préislamique, à commencer par celle que réclamait sa propre famille, et ajouta qu'aucun fils ne répond du crime de son père. Un peuple que la colonisation a jadis humilié n'est tenu de rien oublier, et la vérité lui est due ; mais il est, lui aussi, appelé à pardonner, plutôt qu'à léguer sa rancœur à ses enfants ou à la faire payer à ceux de l'ancienne puissance coloniale. La réconciliation suppose deux gestes qui se répondent : que l'ancienne puissance reconnaisse le mal infligé, et que le peuple qui l'a subi accueille cette reconnaissance en acceptant que la blessure appartienne désormais à l'histoire.

Le poète d'avant l'islam pleurait devant les traces que le sable avait recouvertes. Le croyant est invité à l'exercice inverse, et les peuples avec lui : laisser passer le vent, plutôt que de rester des années, parfois des générations, assis devant les ruines d'une offense, à en recompter les pierres.



Ne jamais laisser la haine gouverner la justice



Le Coran m'a appris que la justice ne doit jamais changer de visage selon celui qui se tient devant nous. Elle ne saurait être généreuse envers ceux que nous aimons et impitoyable envers ceux que nous rejetons. Elle est une exigence de conscience, particulièrement lorsque nos blessures, nos appartenances ou nos préjugés nous invitent à détourner le regard.

PAR **CHEIKH KHALED LARBI**

Il est facile de réclamer justice lorsque nous sommes victimes. Il est plus difficile de la défendre lorsque la victime nous est étrangère, lorsque son histoire nous est lointaine ou lorsque sa souffrance dérange nos certitudes. C'est pourtant dans cette épreuve que se mesure la sincérité de nos principes : la justice n'est pas un privilège que nous accordons à ceux qui nous ressemblent, mais un devoir que nous devons à tout être humain.

LA JUSTICE COMMENCE LÀ OÙ S'ARRÊTE LA HAINE

Le Coran énonce cette exigence avec une force remarquable :

﴿يَا أَيُّهَا الَّذِينَ آمَنُوا كُونُوا قَوَّامِينَ لِلَّهِ شُهَدَاءَ بِالْقِسْطِ ۖ وَلَا يَجْرِمَنَّكُمْ شَنَآنُ قَوْمٍ عَلَىٰ أَلَّا تَعْدِلُوا ۚ اعْدِلُوا هُوَ أَقْرَبُ لِلتَّقْوَىٰ﴾

« Ô vous qui croyez ! Soyez fermes dans l'accomplissement de la justice, témoins équitables pour Allah. Et que la haine pour un peuple ne vous incite pas à être injustes. Soyez justes : cela est plus proche de la piété. »
CORAN, 5:8

Ce verset ne nous demande pas seulement d'aimer la justice : il nous apprend à la pratiquer lorsque cela nous est difficile. Il nous rappelle que l'hostilité, même nourrie par une souffrance réelle, ne saurait devenir une autorisation d'être injuste.

La justice exige du courage : celui de reconnaître les faits, de nommer les torts sans les dissimuler et de condamner les actes sans accuser indistinctement des peuples entiers. Être juste envers ceux que l'on aime est naturel, demeurer juste envers ceux que l'on n'aime pas est une véritable épreuve morale.

NUL NE PORTE LA FAUTE D'AUTRUI

Le Coran pose un autre principe fondamental :

﴿وَلَا تَزِرُ وَازِرَةٌ وِزْرَ أُخْرَىٰ﴾
« Nulle âme ne portera le fardeau d'une autre. »
CORAN, 6:164

Nul ne doit être rendu coupable en raison de son origine, de sa nationalité ou de son appartenance. La responsabilité se rapporte aux actes et aux faits établis, non à une identité collective. Les enfants n'héritent pas de la culpabilité de leurs ancêtres, ils héritent, en revanche, de la responsabilité de connaître l'histoire et de ne pas reproduire ses injustices.

Cette distinction est essentielle : transmettre la mémoire, ce n'est pas transmettre la haine, reconnaître les responsabilités, ce n'est pas condamner des innocents.

SE SOUVENIR SANS RENONCER À LA JUSTICE

Le 17 octobre 1961 demeure une page douloureuse de l'histoire franco-algérienne. A Paris, des milliers d'Algériens manifestèrent contre le couvre-feu qui leur était spécifiquement imposé. La répression policière fut d'une extrême violence : des milliers de personnes furent arrêtées et des manifestants furent tués. Certains corps furent retrouvés dans la Seine. Si le bilan exact des victimes reste discuté par les historiens, la gravité de la répression est établie.

Le 16 octobre 2021, le président de la République reconnut comme « inexcusables pour la République » les crimes commis cette nuit-là sous l'autorité de Maurice Papon.

Se souvenir de cette tragédie ne signifie pas entretenir une opposition entre les Français et les Algériens, ni enfermer les générations présentes dans les blessures du passé. Cela signifie reconnaître les victimes, regarder l'histoire avec lucidité et comprendre où peuvent conduire la discrimination, la déshumanisation et l'abus de pouvoir.

Une souffrance ne doit jamais servir à effacer une autre souffrance. Une injustice subie ne justifie pas une injustice nouvelle. La vérité n'a pas besoin de haine pour être entendue, et la mémoire n'a pas besoin de vengeance pour rester vivante.

LA DIGNITÉ HUMAINE NE SE NÉGOCIE PAS

Allah dit :

﴿وَلَقَدْ كَرَّمْنَا بَنِي آدَمَ﴾

« Certes, Nous avons honoré les enfants d'Adam. »

CORAN, 17 :70

Cette dignité ne dépend ni de la puissance, ni de la nationalité, ni de la religion, ni du regard que les autres portent sur nous. Elle nous rappelle que personne ne doit être humilié, méprisé ou privé de ses droits en raison de ce qu'il est.

Le Prophète ﷺ a enseigné :

﴿ الْمُسْلِمُ مَنْ سَلِمَ الْمُسْلِمُونَ مِنْ لِسَانِهِ وَيَدِهِ﴾

« Le musulman est celui dont les musulmans sont préservés de sa langue et de sa main. »

SAHIH EL-BOUKHARI, NO 10 ; SAHIH MOUSLIM, NO 40

Cette parole nous invite à une vigilance quotidienne : dénoncer sans humilier, condamner sans généraliser, défendre les victimes sans appeler à la vengeance. La force morale ne consiste pas à entretenir la rancœur, mais à préserver son sens de la justice jusque dans l'épreuve.

FAIRE DE LA MÉMOIRE UNE RESPONSABILITÉ

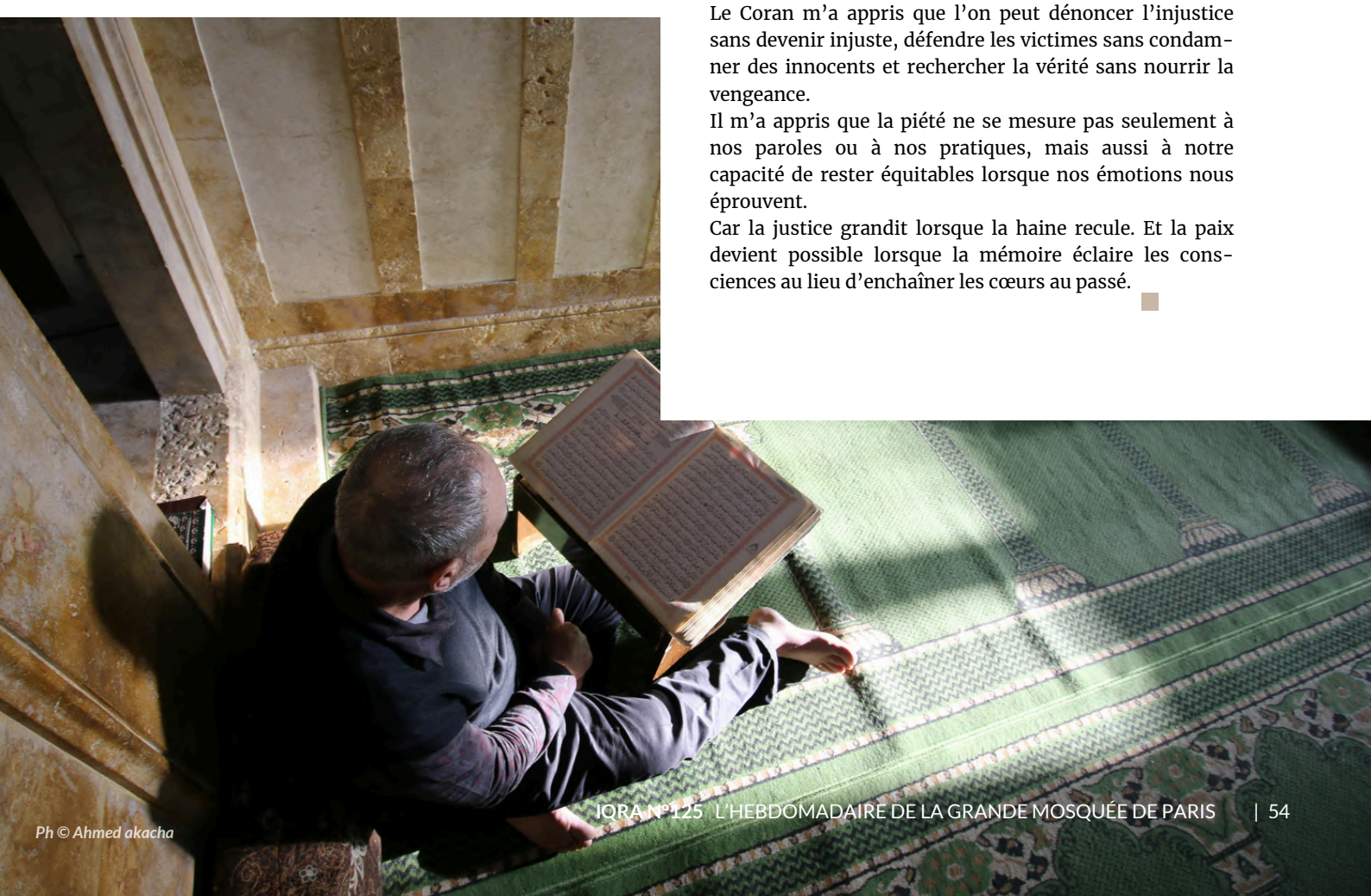
Le Coran ne nous demande ni d'oublier les injustices ni de nier nos blessures. Il nous appelle à les regarder avec conscience, équité et responsabilité.

La mémoire du 17 octobre 1961 peut ainsi devenir une leçon pour les générations futures : apprendre à reconnaître les souffrances, à établir les responsabilités et à protéger chaque être humain contre l'arbitraire. Il ne s'agit pas de léguer une dette de colère, mais un devoir de vigilance.

Le Coran m'a appris que l'on peut dénoncer l'injustice sans devenir injuste, défendre les victimes sans condamner des innocents et rechercher la vérité sans nourrir la vengeance.

Il m'a appris que la piété ne se mesure pas seulement à nos paroles ou à nos pratiques, mais aussi à notre capacité de rester équitables lorsque nos émotions nous éprouvent.

Car la justice grandit lorsque la haine recule. Et la paix devient possible lorsque la mémoire éclaire les consciences au lieu d'enchaîner les cœurs au passé.

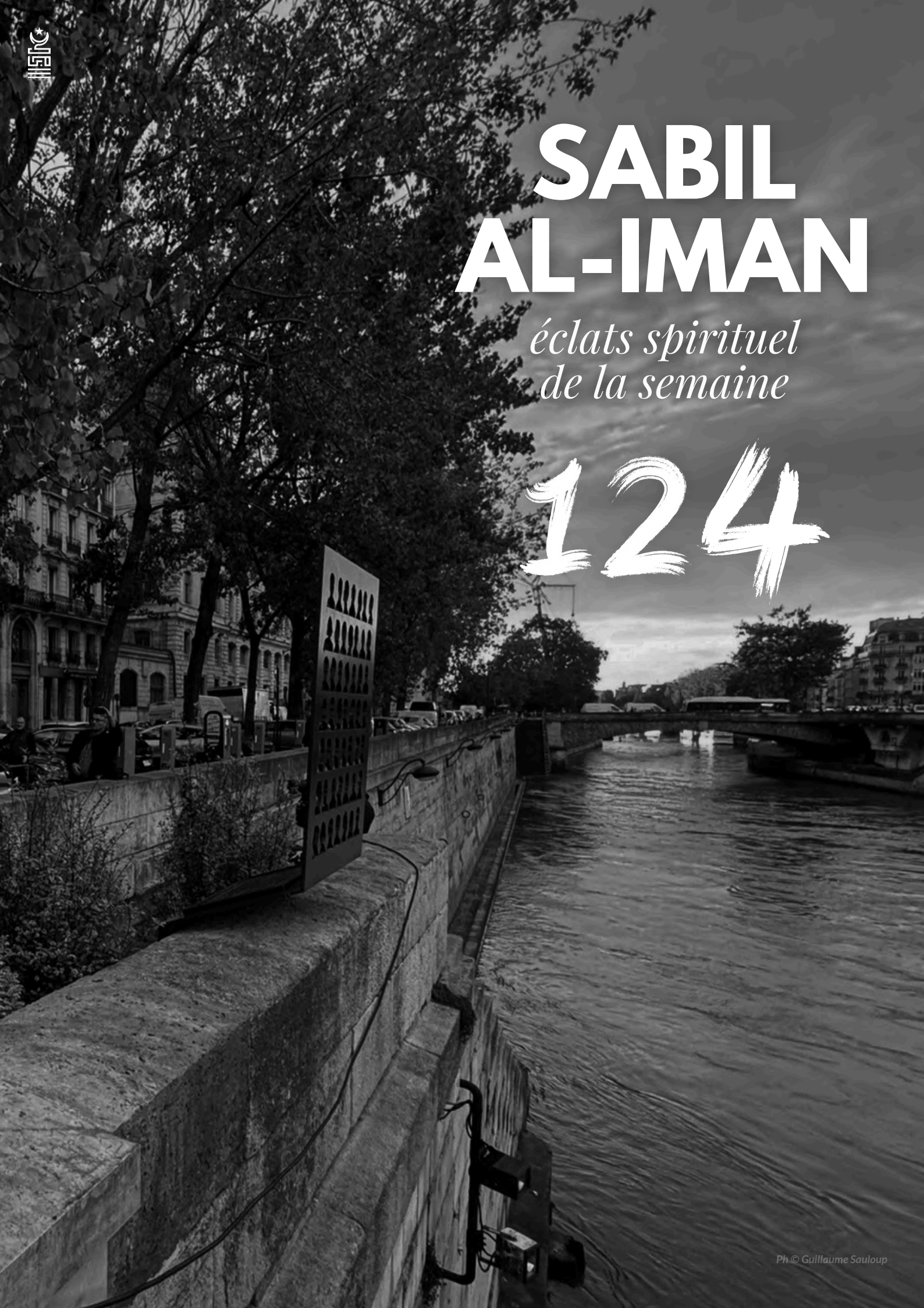


Ph © Ahmed akacha

SABIL AL-IMAN

éclats spirituel de la semaine

124



Ph © Guillaume Sauloup

Le pardon qui n'efface pas la vérité

PAR **CHEIKH KHALED LARBI**

Certaines blessures ne disparaissent pas avec le temps. Elles demeurent dans les mémoires, traversent les générations et laissent derrière elles des questions auxquelles aucune parole ne répond tout à fait. Face à l'injustice, une exigence s'impose : faire reconnaître la vérité. Face à la souffrance, une autre espérance demeure : retrouver la paix. L'islam nous enseigne que ces deux chemins ne sont pas incompatibles. La justice protège les droits, la miséricorde préserve les cœurs de l'emprise de la haine.

PARDONNER SANS NIER

Le pardon n'est ni l'oubli imposé, ni l'excuse accordée à l'injustice. Il ne contraint pas la victime à renoncer à ses droits et ne dispense pas l'auteur d'une faute d'en assumer la responsabilité. Il est une démarche intérieure dont la valeur ne réside pas dans l'effacement des faits, mais dans la possibilité de ne plus laisser la blessure gouverner toute une vie.

Le Coran établit un équilibre remarquable entre justice et pardon :

﴿وَجَزَاءُ سَيِّئَةٍ سَيِّئَةٌ مِثْلُهَا ۖ فَمَنْ عَفَا وَأَصْلَحَ فَأَجْرُهُ عَلَى اللَّهِ﴾

« La rétribution d'une mauvaise action est une mauvaise action identique. Mais celui qui pardonn et réforme, sa récompense incombe à Allah. »

CORAN, 42 :40

Le verset reconnaît la légitimité d'une réponse juste et proportionnée, tout en ouvrant une voie plus élevée : celle du pardon lorsqu'il contribue à la réforme. La miséricorde ne consiste donc pas à appeler le mal un bien, mais à empêcher le mal de produire indéfiniment ses effets.

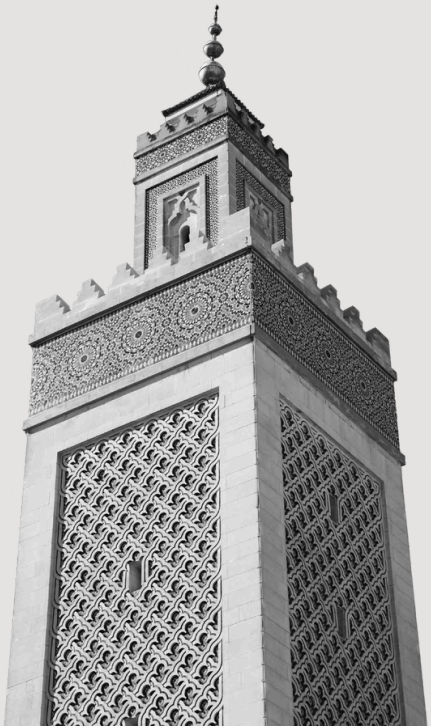
Le Coran nous invite également à répondre au mal par ce qui est meilleur (Coran, 41 :34). Cette exigence ne demande pas de fermer les yeux sur l'injustice. Elle nous appelle à ne pas lui ressembler.

LA VÉRITABLE FORCE EST DE SE MAÎTRISER

Le Prophète Muhammad ﷺ a donné de la force une définition qui dépasse celle du pouvoir physique : « Le fort n'est pas celui qui terrasse les autres, le fort est celui qui se maîtrise lorsqu'il est en colère. » (Sahih El-Boukhari, no 6114, Sahih Mouslim, no 2609).

La colère face à l'injustice peut être légitime. Mais lorsqu'elle devient aveugle, elle risque de faire naître de nouvelles injustices. Se maîtriser ne signifie pas se résigner, c'est défendre le droit sans céder à l'excès, protéger les victimes sans désigner des coupables par appartenance et demander des comptes sans appeler à la vengeance.

Le Prophète ﷺ a également enseigné : « Secours ton frère, qu'il soit injuste ou victime d'une injustice. »



Lorsque ses Compagnons lui demandèrent comment secourir celui qui commet une injustice, il leur expliqua qu'il fallait l'en empêcher (Sahih El-Boukhari, no 2444).

Voilà une solidarité qui ne se confond pas avec la complaisance : aimer quelqu'un ne signifie pas couvrir ses fautes. Parfois, lui venir en aide, c'est l'empêcher de nuire et lui rappeler ses responsabilités. Car la miséricorde envers l'auteur d'une injustice ne doit jamais devenir l'abandon de sa victime.

SE SOUVENIR SANS TRANSMETTRE LA HAINE

Cette distinction prend une résonance particulière lorsqu'on évoque le 17 octobre 1961. A Paris, des milliers d'Algériens manifestèrent contre un couvre-feu qui leur était spécifiquement imposé. La répression policière fut d'une extrême violence : des milliers de personnes furent arrêtées, des manifestants furent tués et certains corps furent retrouvés dans la Seine. Si le bilan humain exact demeure discuté par les historiens, la gravité de la répression est établie.

Le 16 octobre 2021, le président de la République qualifia d'« inexcusables pour la République » les crimes commis cette nuit-là sous l'autorité de Maurice Papon.

Se souvenir de cette tragédie, ce n'est pas condamner indistinctement les Français d'hier et d'aujourd'hui. C'est reconnaître les victimes, exa-

miner les responsabilités historiques et transmettre les faits avec rigueur. Les familles endeuillées n'ont pas à voir leur souffrance minimisée au nom de la réconciliation. Une paix véritable ne se construit ni sur le silence imposé ni sur l'oubli exigé, mais sur la vérité, la reconnaissance et la volonté de ne pas répéter les mêmes fautes.

Le pardon ne se décrète pas de l'extérieur. Nul ne peut imposer à une victime le rythme de son apaisement, ni lui demander d'oublier pour épargner aux autres le poids de l'histoire. En revanche, chacun peut choisir de ne pas transformer la mémoire d'une injustice en justification d'une nouvelle injustice.

C'est là toute la difficulté, mais aussi toute la grandeur du chemin spirituel : préserver la mémoire sans cultiver la rancœur, défendre les droits sans perdre son humanité et rechercher l'apaisement sans sacrifier la vérité.

LA MISÉRICORDE QUI LIBÈRE

L'islam ne nous demande pas d'oublier les blessures, il nous invite à ne pas leur abandonner notre conscience. Le pardon peut alléger un cœur, mais il ne remplace ni la justice ni la reconnaissance du tort subi. Il peut ouvrir une porte à la réconciliation, sans que cette dernière puisse être exigée de toute victime.

Pardonner, c'est parfois déposer le poids de la haine. Se souvenir, c'est empêcher que l'injustice soit ensevelie une seconde fois. Entre les deux se dessine une voie exigeante : celle d'une mémoire lucide, d'une justice impartiale et d'une miséricorde librement consentie.

Car la vérité sans compassion risque de durcir les cœurs, tandis qu'un pardon imposé peut abandonner les victimes. La sagesse consiste à ne sacrifier ni l'une ni les autres : reconnaître le passé avec lucidité, réparer ce qui peut l'être et préserver, malgré les blessures, la possibilité d'un avenir plus juste.



Invocation



Ya Allah,

Toi le Tout Miséricordieux, le Juste
et le Sage, unis les cœurs dans la vérité,
la justice et le respect.

Ya Allah, accorde Ta miséricorde
aux victimes de l'injustice,
apaise la douleur de leurs familles
et rends justice à tous ceux
dont les droits ont été bafoués

Ya Allah, fais de la mémoire du passé
une leçon pour le présent
et une espérance pour l'avenir,
rapproche les peuples dans la sincérité,
la dignité et le respect.

Ph © Guillaume Saurloup



L'affinement des **valeurs** et la construction de la justice humaine

D'après Anas ibn Mâlik (qu'Allah l'agrée), le Messager d'Allah ﷺ a dit :

« Porte secours à ton frère, qu'il soit injuste ou victime d'une injustice. » Les Compagnons demandèrent : « Ô Messager d'Allah, nous comprenons comment lui porter secours lorsqu'il est victime d'une injustice, mais comment lui porter secours lorsqu'il est injuste ? » Il répondit : « En le saisissant par les mains. »

EL-BOUKHARI ET MOUSLIM RAPPORTENT CE HADITH, AVEC DES FORMULATIONS ET DES PRÉCISIONS COMPLÉMENTAIRES

PAR **CHEIKH YOUNES LARBI**

A première vue, comment comprendre l'ordre prophétique de porter secours à celui qui commet une injustice ? Spontanément, nous associons le secours au soutien apporté à la victime et à l'aide qui lui permet de recouvrer son droit. Or, l'enseignement du Prophète ﷺ nous invite à découvrir une conception plus profonde de la solidarité : la fraternité sincère consiste à aider autrui à accomplir le bien, à le retenir lorsqu'il commet une faute et à l'empêcher de persister dans une injustice qui pourrait lui porter préjudice, ainsi qu'à ceux qui la subissent.

L'islam est ainsi venu affiner le sens du secours et l'élever au-dessus du simple attachement aux proches ou aux personnes qui partagent nos appartenances. Il nous appelle à nous tenir résolument du côté de la vérité et de la justice. Secourir la victime, c'est l'aider à recouvrer ses droits, secourir celui qui commet une injustice, c'est l'empêcher de poursuivre ses agissements et l'exhorter à revenir à la juste voie. L'enseignement prophétique réu-



nit ainsi le souci du bien d'autrui, le respect de sa dignité et la protection des droits de chacun.

Cet enseignement nous rappelle également que l'amour véritable se manifeste dans les situations qui exigent sincérité, courage et sagesse. Un conseil sincère peut constituer l'un des plus précieux services que nous rendons à ceux que nous aimons. Quant à l'équité, elle atteint sa plus haute expression lorsque nous nous y attachons envers tous, quels que soient les liens de parenté, les intérêts ou les appartenances qui nous unissent. La justice préserve la dignité de la personne, renforce la cohésion de la société et ouvre à celui qui a commis une faute la voie du repentir, de la réflexion et de la réforme.

Lorsque nous parcourons les pages de l'histoire, nous découvrons des événements qui ont profondément marqué la mémoire des peuples et laissé des blessures dans la conscience collective, parfois de génération en génération. Parmi ces événements figure la tragédie du 17 octobre 1961, dont le souvenir ravive la souffrance des victimes et nous appelle à leur rester fidèles, à reconnaître les épreuves qu'elles ont traversées et à transmettre aux générations futures la vérité historique.

Se souvenir de cette tragédie, c'est honorer les victimes, préserver leur place dans la mémoire collective et renouveler notre attachement aux valeurs de justice et de dignité humaine. L'histoire, lorsqu'elle est étudiée avec lucidité et équité, nous aide à comprendre les expéri-ences du passé, à mesurer les conséquences de l'injustice et à en tirer des enseignements pour bâtir une société plus juste, plus sûre et plus solidaire.

Puissions-nous faire de l'éthique prophétique une lumière qui guide nos comportements, de notre fidélité à la mémoire des victimes un engagement en faveur de la protection de la personne humaine et de ses droits, et de la mémoire historique, un pont reliant les générations autour des valeurs de justice, de miséricorde et de coexistence. Que les leçons du passé demeurent vivantes dans nos consciences, qu'elles nous aident à améliorer le présent et qu'elles nous encouragent à contribuer à l'édification d'un avenir plus équitable et plus pacifique. Un avenir où chaque être humain est traité avec dignité et où les peuples disposent de davantage d'espace pour le dialogue, la compréhension mutuelle et la coopération.

Ph © Othmane Ettalbi

MIZAN EL-QADHAYA

Les affaires contemporaines à la lumière du texte et de la sagesse

44

Se **souvenir**, est-ce entretenir la **rancune** ?

PAR **CHEIKH YOUNES LARBI**

La mémoire historique soulève une question morale et religieuse importante : comment les peuples peuvent-ils se souvenir des injustices qu'ils ont subies, préserver les droits des victimes et transmettre aux générations futures la vérité des faits, tout en construisant des relations fondées sur le respect et la coexistence ? Dépasser le passé signifie-t-il tourner définitivement la page, ou la fidélité à la vérité fait-elle partie de nos responsabilités présentes ?

L'islam apporte à cette question un éclairage fondé sur la justice, le respect de la dignité humaine et le sens de la responsabilité morale. Le Noble Coran fait de la justice une valeur constante, même dans les situations de conflit les plus difficiles. Allah dit : « Que la haine envers un peuple ne vous incite pas à être injustes. Soyez justes, cela est plus proche de la piété. » (Sourate El-Ma'ida, 5:8)

Ce verset nous rappelle que la mémoire historique doit être guidée par l'équité. Préserver les faits, reconnaître les souffrances des victimes et établir les responsabilités sont autant de moyens de faire vivre la justice.

Dans la perspective islamique, cette responsabilité rejoint les grands objectifs de la Charia, notamment la préservation de la vie et de la dignité humaine. Elle est également liée au devoir de témoigner de la vérité. Allah dit : « Soyez fermes dans l'équité et témoignez pour Allah. » (Sourate En-Nisa', 4 : 135)

La mémoire remplit ainsi une fonction morale : elle conserve le témoignage des événements, permet aux générations futures d'en tirer des leçons et contribue à prévenir le retour de telles tragédies.

Il importe également de distinguer la responsabilité historique du jugement porté sur les peuples et les individus. La justice exige d'attribuer les actes à leurs auteurs, de considérer les faits dans leur contexte et de ne pas faire porter aux générations suivantes la responsabilité d'actes qu'elles n'ont pas commis. Ce principe est clairement énoncé dans le Noble Coran : « Nulle âme ne portera le fardeau d'une autre. » (Sourate El-An'âm, 6 : 164)

La mémoire devient alors un moyen de mieux comprendre l'histoire, de rendre justice aux personnes qui ont souffert et de renforcer la responsabilité collective dans la défense de la dignité humaine.

Le souvenir du drame du 17 octobre 1961 illustre l'importance de cet équilibre. Honorer la mémoire des victimes, faire connaître aux nouvelles générations les événements de cette journée et reconnaître les souffrances des familles et de la société relèvent du devoir de vérité et du respect de la mémoire humaine.

Dans le même temps, les relations entre les peuples après l'indépendance ont besoin d'une connaissance sincère de l'histoire, d'un dialogue responsable et d'une coopération tournée vers l'avenir.

Lorsque le passé est étudié avec justice et lucidité, il devient une source d'enseignement et contribue à éveiller les consciences. La mémoire peut alors devenir un pont entre les peuples, favoriser la compréhension mutuelle et aider à construire un avenir fondé sur le respect et la coexistence.

Renoncer à l'**illicite**, éviter le **doute** et dire la **vérité** : ce que disent les sources authentiques


Ph © ildintorlak

Les paroles attribuées au Prophète ﷺ ne sont pas toutes authentiques, même lorsqu'elles invitent à la vertu, encouragent l'adoration ou mettent en garde contre les péchés. De bonne foi, certains croyants transmettent des récits édifiants sans en vérifier l'origine. Or la beauté d'une formule, pas plus que la noblesse de l'intention, ne suffit à en garantir l'authenticité. Cette série entend donc signaler les hadiths inventés, en préciser le statut selon les spécialistes et leur substituer des enseignements solidement établis par le Coran et la Sunna.

PAR **CHEIKH RACHID BENCHIKH**

UN RÉCIT JUGÉ INVENTÉ

On rapporte de Abd Allah ibn Massoûd, qu'Allah l'agrée, que le Prophète ﷺ aurait dit : « Quiconque renonce à un dirham acquis illicitement, Allah le préservera du Feu de l'Enfer. Quiconque renonce à un dirham dont la licéité est douteuse, Allah lui accordera une récompense équivalente à celle d'un prophète parmi les prophètes. Et quiconque renonce au mensonge ne se verra inscrire aucun péché durant toute sa vie et entrera au Paradis sans avoir à rendre de comptes. »

L'imam Ibn El-Jawzi a classé ce récit parmi les hadiths inventés (mawdou') dans El-Mawdou'at. Sa chaîne de transmission comporte Mohammed ibn Sa'îd El-Bourqi, que Hamza ibn Yûsuf El-Sahmi a qualifié de menteur. Dans Tartîb El-Mawdou'at, el-Dhahabi le décrit comme un imposteur (dajjâl). El-Khatîb El-Baghdadi a également rapporté ce récit dans Tarikh Baghdâd. Il ne saurait donc être présenté comme une parole avérée, du Messager d'Allah ﷺ.

Ce jugement rappelle la nécessité de distinguer la valeur morale d'un propos, de son attribution au Prophète ﷺ. Les spécialistes examinent notamment les transmetteurs et la solidité de la chaîne : un récit séduisant ne devient pas authentique parce qu'il correspond à une idée juste. La prudence est d'autant plus nécessaire lorsqu'il annonce une rétribution particulière relevant de l'invisible.

Pourquoi circule-t-il autant ? Parce qu'il associe trois vertus appréciées : la probité, la prudence et la véracité, à des promesses particulièrement frappantes : délivrance du Feu, récompense d'un prophète et entrée au Paradis sans avoir à rendre de comptes. Sa diffusion dans les assemblées, les messages et les réseaux sociaux favorise sa répétition sans contrôle. Pourtant, la notoriété d'un récit ne prouve rien : une récompense divine précise ne peut être affirmée sur la base d'une simple impression ou d'une supposition.

TROIS VERTUS FONDÉES SUR DES TEXTES AUTHENTIQUES

Se préserver des biens illicites

Le Coran interdit de s'approprier injustement les biens



d'autrui : « Et ne dévorez pas mutuellement vos biens par des moyens illicites. » (Sourate El-Baqara, verset 188). Il rappelle aussi : « Et mangez de ce qu'Allah vous a attribué de licite et de bon. » (Sourate El-Ma'ida, verset 88).

Le musulman doit ainsi veiller à la licéité de ses revenus, de sa nourriture et de sa boisson, que les sommes en cause soient modestes ou importantes.

L'obligation d'éviter l'illicite et le mérite d'un gain honnête ne nécessitent nullement la promesse, non établie, selon laquelle l'abandon d'un seul dirham garantirait un affranchissement particulier du Feu.

Cette vigilance concerne aussi les transactions ordinaires : la recherche du bénéfice ne saurait justifier la fraude, l'appropriation du bien d'autrui ou la négligence des droits qui lui sont dus. La piété demande de mesurer ses actes à la règle du licite, et non à l'attrait d'une récompense dont l'origine n'est pas établie.

Éviter les choses douteuses

D'après En-Nou'mân ibn Bachir, qu'Allah les agrée, lui et son père, le Prophète ﷺ a dit : « Certes, ce qui est licite est clair, et ce qui est illicite est clair. Entre les deux se trouvent des choses équivoques, dont beaucoup de gens ne connaissent pas le statut. Celui qui se préserve des choses douteuses préserve ainsi sa religion et son honneur… » (Rapporté par El-Boukhari et Mouslim).

Ce hadith est un fondement de la rigueur religieuse (Wara'). Il invite à faire preuve de discernement devant ce dont le statut demeure incertain, sans tomber dans l'excès, les scrupules obsessionnels ni l'interdiction de ce qu'Allah a rendu licite. En revanche, rien dans ce texte authentique n'autorise à promettre, pour l'abandon d'un dirham douteux, la récompense réservée à un prophète.

Il ne s'agit pas de suspecter systématiquement toute chose, mais de s'informer lorsqu'une incertitude sérieuse apparaît et de s'abstenir, si besoin, jusqu'à clarification. La mesure fait partie de cet enseignement : le scrupule protège la conscience lorsqu'il repose sur un motif réel, non lorsqu'il se transforme en inquiétude permanente.

Renoncer au mensonge et cultiver la véracité

D'après 'Abd Allâh ibn Mass'oud, qu'Allah l'agrée, le Prophète ﷺ a dit : « Certes, la véracité conduit à la vertu, et la vertu conduit au Paradis. L'homme ne cesse de dire la vérité jusqu'à ce qu'il soit inscrit auprès d'Allah parmi les véridiques. Quant au mensonge, il conduit à la perversité, et la perversité conduit au Feu de l'Enfer… » (Rapporté par El-Boukhari et Mouslim).

La véracité n'est donc pas une simple qualité du langage : elle façonne le caractère et conduit à la droiture, tandis que le mensonge habituel entraîne vers la faute. Cela ne signifie toutefois pas que celui qui cesse de mentir devient infaillible, qu'aucun péché ne lui sera plus inscrit ou qu'il sera dispensé de rendre des comptes. Il demeure soumis à ses obligations religieuses, tout en étant récompensé pour cette vertu.

La véracité se manifeste également dans les engagements pris, les témoignages et les rapports avec autrui. Elle suppose de refuser la tromperie et de reconnaître ses erreurs. Ce travail sur soi accompagne l'effort d'obéissance à Allah, il n'efface ni la possibilité de nouvelles fautes ni la responsabilité de les réparer.

DES RAPPELS FIABLES POUR GUIDER LES COMPORTEMENTS

Condamner un hadith inventé ne revient pas à rejeter toutes les idées qu'il évoque. Les deux versets coraniques et les deux hadiths authentiques cités ici apportent précisément l'alternative recherchée : ils fondent l'interdiction de l'enrichissement injuste, la prudence envers les choses douteuses et le mérite de la véracité dans la parole comme dans l'action.

Ces enseignements ne se limitent pas à émouvoir. Ils appellent à rechercher des gains licites, à vérifier ce qui suscite une hésitation réelle, à dire la vérité, à restituer les droits à leurs propriétaires et à se repentir de ses manquements. Ils permettent ainsi d'éduquer les consciences et de réformer les conduites sans recourir à des promesses invérifiables.

La transmission responsable fait elle-même partie de ce devoir : avant de reprendre une citation dans une leçon, une conversation ou une publication, il convient d'en rechercher la source et de distinguer le récit authentique de celui dont l'attribution est rejetée. L'édification religieuse y gagne en clarté et en confiance.

EN CONCLUSION

Le récit promettant le salut du Feu pour l'abandon d'un dirham illicite est inventé et ne peut être attribué au Prophète ﷺ. Mais les vertus qu'il mentionne restent pleinement enseignées par les sources authentiques. A chacun de vérifier ce qu'il transmet : la justesse d'une idée ne permet jamais de prêter au Messager d'Allah ﷺ des paroles qu'il n'a pas prononcées. Une exhortation fidèle à la Révélation n'a nul besoin d'un hadith apocryphe pour toucher les cœurs.

Veillons à diffuser la Sunna authentique et faisons de la vérification des hadiths une exigence de probité dans l'appel à Allah.

PORTRAIT

Marie Curie

UNE FEMME QUI ILLUMINA LES TÉNÈBRES

Maria Sklodowska naquit à Varsovie en 1867, à une époque où la Pologne était sous domination russe. Son père enseignait les mathématiques et la physique, tandis que sa mère mourut de la tuberculose alors qu'elle n'avait que dix ans. Les portes de l'université étant fermées aux femmes, elle poursuivit ses études au sein de l'« Université volante », un établissement clandestin. Elle travailla ensuite pendant plusieurs années comme gouvernante afin de financer les études de médecine de sa sœur Bronislawa à Paris, en échange de la promesse que celle-ci l'aiderait à son tour, le moment venu.

PAR **AHMED MOUSSA**

En 1891, son heure arriva. Elle partit pour Paris et s'inscrivit à la Sorbonne sous son prénom francisé, Marie. Vivant dans une petite chambre glaciale, avec des ressources dérisoires, elle n'en poursuivit pas moins ses études avec une détermination remarquable. Son excellence lui valut d'obtenir, en 1893, une licence de physique en se classant première de sa promotion, puis, l'année suivante, une licence de mathématiques. En 1894, elle fit la connaissance du physicien Pierre Curie, qu'elle épousa un an plus tard.

En 1896, Henri Becquerel découvrit que les sels d'uranium émettaient de mystérieux rayonnements. Marie choisit alors de consacrer sa thèse à l'étude de ce phénomène. Elle observa que la pechblende, un minerai d'uranium, émettait un rayonnement d'une intensité supérieure à celle que pouvait expliquer sa seule teneur en uranium. Elle en déduisit l'existence d'éléments encore inconnus. Pierre se joignit à ses recherches et, en 1898, ils annoncèrent la découverte du polonium, ainsi nommé par Marie en hommage à sa patrie, puis celle du radium. C'est également à Marie Curie que l'on doit le terme de « radioactivité ». Pendant plusieurs années, les deux chercheurs travaillèrent dans un modeste hangar, soumettant des tonnes de minerai à de laborieuses opérations de traitement pour en extraire d'infimes quantités de radium.

En 1903, Marie et Pierre Curie reçurent, conjointement avec Henri Becquerel, le prix Nobel de physique. Marie devint ainsi la première femme de l'histoire à recevoir un prix Nobel. Mais, en avril 1906, le destin la frappa cruellement : Pierre mourut dans un accident de la circulation, renversé par une voiture à cheval dans une rue de Paris. Il laissait derrière lui deux filles encore jeunes, Irène et Ève. Marie reprit alors la chaire de son époux à la Sorbonne, devenant la première femme à y enseigner.
En 1911, Marie Curie fut la cible d'une violente campagne de presse en raison de sa liaison avec le physicien Paul Langevin. Cette même année, elle reçut le prix Nobel de chimie pour ses travaux sur l'isolement du radium, devenant ainsi la première personne de l'histoire à obtenir deux prix Nobel. En 1914, la construction de l'Institut du radium à Paris fut achevée, mais le déclenchement de la Première Guerre mondiale, cette même année, vint bouleverser ses projets.

Pendant la guerre, Marie Curie équipa des véhicules d'appareils de radiographie à rayons X, afin de permettre l'examen des blessés à proximité du front. Ces unités mobiles furent bientôt surnommées

les « petites Curies ». Elle apprit elle-même à conduire, forma des assistantes à l'utilisation des appareils et participa activement aux opérations, aux côtés de sa fille Irène. On estime que plus d'un million de soldats purent bénéficier d'examens radiologiques grâce à ces dispositifs.

Après la guerre, Marie Curie poursuivit ses recherches à l'Institut du radium. En 1921, elle se rendit aux États-Unis, où un gramme de radium lui fut offert pour les besoins de son laboratoire. Mais les longues années d'exposition aux rayonnements avaient progressivement altéré sa santé. Elle s'éteignit le 4 juillet 1934, emportée par une anémie aplasique.

Un an plus tard, sa fille Irène et son époux, Frédéric Joliot-Curie, reçurent à leur tour le prix Nobel de chimie, poursuivant ainsi l'œuvre scientifique dont elle avait ouvert la voie. En 1995, les dépouilles de Marie et de Pierre Curie furent transférées au Panthéon. Marie devint alors la première femme à y entrer en reconnaissance de ses mérites propres.

Aujourd'hui encore, ses découvertes constituent l'un des fondements scientifiques de la radiothérapie moderne dans le traitement du cancer.





Octobre Rose : la Grande Mosquée de Paris se mobilise pour la santé des femmes

PAR **NASSERA BENAMRA**

Les 10 et 11 octobre, la Grande Mosquée de Paris a accueilli deux journées consacrées à la sensibilisation au cancer du sein, dans le cadre d'Octobre Rose. Organisée en partenariat avec l'association ADRA, cette initiative a réuni des médecins bénévoles, des intervenants et des participantes de tous, l'objectif est informé, prévenir et encourager les femmes à prendre soin de leur santé.

Parler du cancer du sein, expliquer l'importance du dépistage, apprendre les bons gestes et répondre aux questions des femmes, c'est autour de ces objectifs que s'est déroulée l'opération Octobre Rose à la Grande Mosquée de Paris. Pendant deux jours, conférences, ateliers pratiques et actions de dépistage ont permis d'aborder un sujet qui concerne de nombreuses familles et qui mérite d'être évoqué sans tabou.

Pour le docteur Soraya Rili, oncologue bénévole, cette initiative a aussi été rendue possible grâce à l'accueil réservé à l'équipe médicale. « Je tiens tout d'abord à remercier le recteur de la Grande Mosquée de Paris, monsieur Chems-eddine Hafiz, ainsi que le président de l'association ADRA, de nous avoir permis d'organiser la campagne Octobre Rose dans un lieu si emblématique », souligne-t-elle. Au cours de l'après-midi, environ 95 femmes de tous âges ont été accueillies.

Au-delà de l'information, ces journées ont été l'occasion de transmettre des connaissances pratiques. Le docteur Yacine Gounane, oncologue et radiothérapeute bénévole, a participé aux ateliers proposés aux femmes. Il évoque avec enthousiasme ces moments d'échange : « J'ai le plaisir et la joie de participer aujourd'hui à ces deux journées de dépistage du cancer du sein, dans le cadre d'Octobre Rose, à la Grande Mosquée de Paris. On a notamment organisé un atelier qui a permis aux participantes d'apprendre les bases de l'autopalpation. »


Ph © Guillaume Sauloup

Ce geste permet aux femmes de mieux connaître leur corps et de remarquer d'éventuels changements. Il ne remplace toutefois ni une consultation médicale ni le dépistage recommandé. En France, le programme national de dépistage organisé du cancer du sein s'adresse aux femmes de 50 à 74 ans, avec une mammographie tous les deux ans en l'absence de symptômes ou de risque particulier nécessitant un suivi différent.
L'enjeu est aussi de faire circuler une information claire, pour que chacune puisse mieux comprendre les démarches à entreprendre et savoir vers quel professionnel se tourner en cas de doute.


Ph © Guillaume Sauloup



Le lendemain, la mobilisation était toujours au rendez-vous, madame Louiza Oulebsir, bénévole, a notamment remarqué la présence de femmes jeunes, dont des étudiantes, « la journée se déroule sur le même principe que celle d'hier. Il y a quand même beaucoup d'affluence, aujourd'hui, je remarque qu'il y a beaucoup de femmes jeunes, des étudiantes d'environ 25 à 30 ans, qui sont venues se faire dépister. Ça, c'est formidable, parce que ces femmes-là ne sont pas concernées par la campagne de dépistage organisé de l'Assurance maladie. Elles ont pu assister à la conférence », raconte-t-elle.
Cette présence est encourageante, même lorsqu'elles ne sont pas encore concernées par le dépistage organisé, les jeunes femmes ont besoin d'accéder à une information fiable sur le cancer du sein, ses facteurs de risque et les signes qui doivent conduire à consulter. Les échanges avec les professionnels de santé permettent aussi de répondre aux interrogations et de rappeler que la prévention ne se résume pas à une campagne annuelle.
L'opération Octobre Rose s'inscrit dans une démarche plus large de la Grande Mosquée de Paris. Avant cette mobilisation autour du cancer du sein, d'autres campagnes avaient déjà été organisées, notamment dans le domaine de l'ophtalmologie et de la prévention des maladies cardiovasculaires.
Ces initiatives ont en commun de rapprocher l'information médicale du public et de donner à chacun la possibilité de mieux connaître les moyens de préserver sa santé. D'autres campagnes sont actuellement en cours de programmation.
À travers ces actions, la Grande Mosquée de Paris entend poursuivre son engagement dans le domaine de la prévention, aux côtés des associations et des professionnels mobilisés. Car prendre soin de la santé, c'est aussi savoir écouter, informer et accompagner. Et si Octobre Rose met chaque année le cancer du sein en lumière, la sensibilisation, elle doit se poursuivre bien au-delà du mois d'octobre.


A LA MEMOIRE
DES NOMBREUX ALGERIENS
TUES LORS DE LA SANGLANTE
REPRESSION
DE LA MANIFESTATION PACIFIQUE
DU 17 OCTOBRE 1961



Ph © Guillaume Sauloup

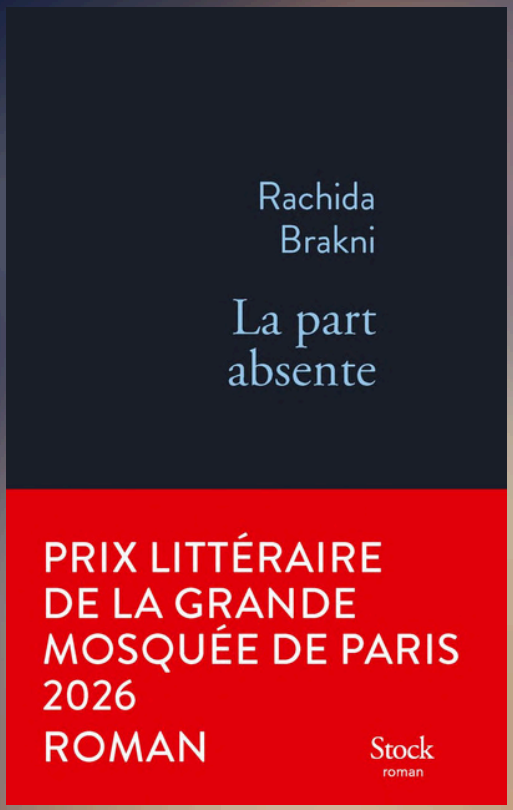
Plumes en éveil : un livre coup de cœur

LA PART ABSENTE
RACHIDA BRAKNI

RÉSUMÉ

« Voilà près de vingt-cinq ans que j'ai troqué la lettre M pour la transformer en N. KARIMA/KARINA. Six lettres parmi lesquelles une seule joue les trouble-fêtes, ne convoquant ni le même imaginaire ni les mêmes fantasmes. »
Quelle femme se cache sous l'allure parfaite de Karina Leroy, mariée à Vincent, mère d'une adolescente, et à la tête de sa propre galerie d'art ? Et si Karina s'appelait Karima ? En tronquant la lettre M, elle a dynamité le seul pont en mesure de la relier à l'autre rive de la Méditerranée. Ainsi affranchie de la charge sociale et raciale, elle a acquis une forme de liberté. Même si la honte d'avoir usé d'un tel stratagème ne l'a jamais quittée.
Le jour où ce qu'elle a construit dans le mensonge se fissure, elle est rattrapée par les blessures de l'enfance et celles de la guerre d'Algérie.
Face aux soubresauts de l'Histoire, chacun devra explorer sa part absente.

PRIX DU MEILLEUR ROMAN - PRIX LITTÉRAIRE DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS 2026 - 5E ÉD.



Le dessin de la semaine

PAR JUSTIN MARRON



La citation
de la semaine

“A la mémoire des nombreux Algériens tués lors de la sanglante répression de la manifestation pacifique du 17 octobre 1961.”

INSCRIPTION DE LA PLAQUE COMMÉMORATIVE DU 17 OCTOBRE 1961, PONT SAINT-MICHEL, INAUGURÉE EN 2019

Événements

à venir ou en cours

CONFÉRENCE

"Le Prophète Mohamed ﷺ vu par les historiens" avec Mohammad Ali Amir-Moezzi et John Tolan

Notre cycle de conférences “Les Mercredis du Savoir” accueillera Mohammad Ali Amir-Moezzi et John Tolan, qui viendront discuter du livre *Le Mahomet des historiens*, un ouvrage ayant rassemblé 50 spécialistes internationaux.

MERCREDI 21 OCTOBRE 2026
18H-20H

GRANDE MOSQUÉE DE PARIS
PLACE DU PUITS DE L'ERMITE, 75005 PARIS

INSCRIPTION GRATUITE
GRANDEMOSQUEEDEPARIS.FR

COLLOQUE

Colloque interreligieux du centenaire

À l'occasion de son centenaire, la Grande Mosquée de Paris organise un colloque interreligieux en quatre soirées, du 10 novembre au 9 décembre 2026. Juifs, chrétiens et musulmans y croiseront leurs regards sur ce qui rend la rencontre possible, sur le dialogue vécu au quotidien, sur son avenir et sur la place des religions dans la République.

DU 10 NOVEMBRE AU 9 DÉCEMBRE 2026
4 SOIRÉES (19H-21H)

GRANDE MOSQUÉE DE PARIS
PLACE DU PUITS DE L'ERMITE, 75005 PARIS

INSCRIPTION GRATUITE
GRANDEMOSQUEEDEPARIS.FR

ÉVÉNEMENT

Finale du concours international de mémorisation du Noble Coran

À l’occasion de la célébration de notre centenaire, nous organisons la première édition du Concours international du Noble Coran de la Grande Mosquée de Paris, dont la grande finale se tiendra le 13 décembre 2026 en public.

DIMANCHE 13 DÉCEMBRE 2026
HORAIRES À PRÉCISER

GRANDE MOSQUÉE DE PARIS
PLACE DU PUITS DE L'ERMITE, 75005 PARIS

À VENIR

FESTIVAL

ALIF'Festival du Court Métrage de la Grande Mosquée de Paris

À l’occasion de son centenaire, la Grande Mosquée de Paris annonce la création de l’ALIF’Festival du Court Métrage, dont la première édition se tiendra du 17 au 19 décembre 2026 au Théâtre de la Concorde à Paris, avec le soutien de la Ville de Paris.

DU 17 AU 19 DÉCEMBRE 2026
HORAIRES À PRÉCISER

THÉÂTRE DE LA CONCORDE
1 AVENUE GABRIEL, 75008 PARIS

À VENIR

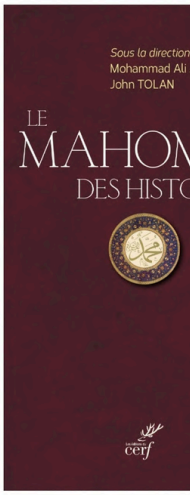
GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

Les Mercredis du Savoir

conférence

LE PROPHÈTE MOHAMED ﷺ VU PAR LES HISTORIENS

MER. 21 OCTOBRE 2026 18H-20H



UN OUVRAGE COLLECTIF INÉDIT RASSEMBLANT LES RECHERCHES HISTORIQUES SUR LE PROPHÈTE DE L'ISLAM ﷺ

"Figure incontournable de l'islam, Muhammad (ou Mahomet) est l'un des personnages les plus marquants de l'histoire de l'humanité, façonnant l'Orient comme l'Occident.

Objet d'émulation et d'admiration, mais aussi de controverses, il demeure mal connu malgré les milliers d'ouvrages à son sujet. Mais une véritable révolution scientifique est désormais en marche. Y concourt ce monument savant et accessible, qui réunit cinquante des meilleurs spécialistes internationaux, offre, en deux mille pages, la synthèse complète et critique des travaux passés et des recherches présentes sur le Prophète de l'islam.

Une entreprise de divulgation scientifique inédite. Un pont jeté entre la science et le grand public présenté par les directeurs de cet ouvrage, Mohammad Ali Amir-Moezzi, professeur émérite à l'École Pratique de Hautes Études, et John Tolan, professeur émérite à l'université de Nantes."



MOHAMMAD ALI AMIR-MOEZZI

Professeur des universités et directeur d'études émérite à l'École Pratique des Hautes Etudes/PSL



JOHN TOLAN

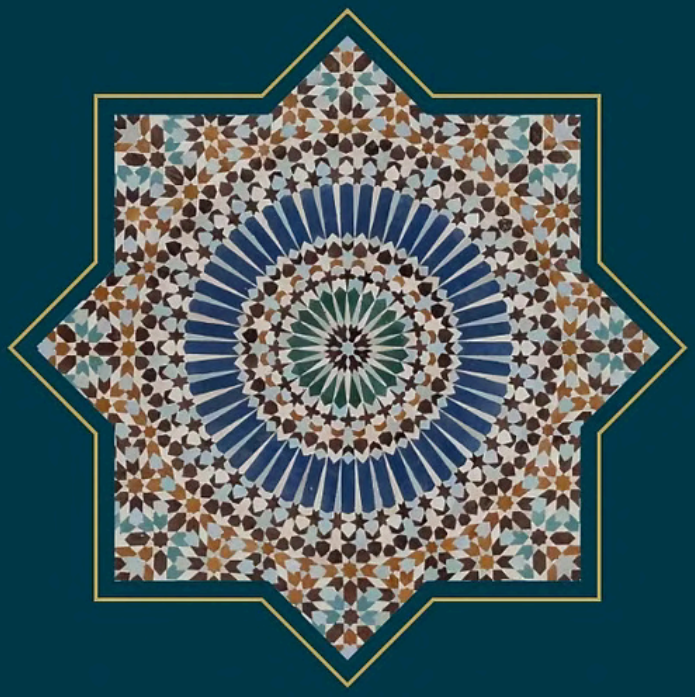
Professeur émérite d'histoire à l'Université de Nantes

GRANDE MOSQUÉE DE PARIS
Salle Émir Abdelkader
Place du Puits de l'Ermite 5e ar.

INSCRIPTION GRATUITE
www.grandemosqueedeparis.fr/evenements

grandemosqueedeparis.fr

100 ANS DE LUMIÈRE
DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS



COLLOQUE INTERRELIGIEUX

DU CENTENAIRE DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

Quatre soirées, du 10 novembre au 9 décembre 2026

Inscription recommandée sur grandemosqueedeparis.fr

GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

بسم الله الرحمن الرحيم

GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

مسجد باريس الكبير



1ER CONCOURS INTERNATIONAL

de mémorisation du Noble Coran

NOVEMBRE 2026

المسابقة الدولية

لحفظ القرآن الكريم

organisé
à l'occasion du centenaire
de la Grande Mosquée de Paris

CANDIDATURE

100 ANS DE LUMIÈRE
DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

grandemosqueedeparis.fr


ALIF'FESTIVAL
alif-festival.com
17-19 décembre 2026


RESTAURANT

Publié le 17 octobre 2026

Grande Mosquée de Paris
Tous droits réservés



Ph © Guillaume Sauloup

GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

100 ANS DE LUMIÈRE
DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS